



2014 Rapport Annuel

OUVRIR LA VOIE POUR L'APRÈS-2015 :

Dégager des solutions de financement public et privé



Le programme CleanStart de l'UNCDF, en collaboration avec la Coopération autrichienne pour le développement, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), le Gouvernement du Liechtenstein et l'Agence suédoise de développement international (Sida), vise à étendre considérablement l'accès au financement pour les consommateurs à faible revenu qui veulent faire la transition aux énergies propres et renouvelables. Au Népal, le programme est en partenariat avec quatre prestataires de services financiers pour permettre aux ménages ruraux l'accès au crédit dont ils ont besoin pour faire ce changement.

Dans la photo, les agriculteurs du district de Kavre (Népal) ils moudre le maïs à l'aide d'un moulin à eau amélioré.

Programmes de l'UNCDF

FINANCE INCLUSIVE

Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Rép. Dém. du Congo
Éthiopie
Fidji
Ghana
Côte d'Ivoire
Rép. Dém. Populaire
Lao
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Papouasie-Nouvelle-
Guinée
Rwanda
Samoa
Sénégal
Sierra Leone
Îles Salomon
Sud-Soudan
Swaziland
Tanzanie
Timor-oriental
Togo
Ouganda
Vanuatu
Zambie

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Éthiopie
Ghana
Guinée Conakry
Côte-d'Ivoire
Rép. Dém.
Populaire lao
Lesotho
Mali
Mozambique
Népal
Niger
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Tanzanie
Timor-oriental
Ouganda





CONTENTS

Avant-propos de la Secrétaire exécutive	02
Une proposition de valeur pour le programme de développement pour l'après-2015	06
Qui sommes-nous? – Que faisons-nous?	
Cinq raisons pour lesquelles la finance inclusive est essentielle au programme de développement pour l'après-2015	
Cinq raisons pour lesquelles le financement du développement local est essentiel au programme de développement pour l'après-2015	
Résultats 2014 : se préparer à atteindre de nouveaux objectifs	16
Financement de la lutte contre le changement climatique	
Autonomisation économique des femmes	
Sécurité alimentaire	
Autonomisation des jeunes	
Énergie propre	
Finance numérique	
Coopération Sud-Sud	
Évaluation de notre travail	34
Partenaires et ressources	36

AVANT-PROPOS de la Secrétaire exécutive

2014 a été une année de transition pour le développement. Alors que les pays sont dans la dernière ligne droite pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement tout en négociant un nouveau cadre en la matière, l'UNCDF a activement participé sur ces deux fronts.

Les négociations concernant le nouveau programme de développement montrent que les aspirations des pays sont plus ciblées et ambitieuses. Ils veulent s'assurer que la croissance est non seulement robuste et durable, mais également inclusive, c'est-à-dire qu'elle ne néglige personne. Ils souhaitent que leurs citoyens tirent profit des tendances à la hausse de la croissance et du développement humain, qu'ils bénéficient par ailleurs d'un accès accru à ces avantages et qu'ils en tirent un meilleur parti au niveau local – notamment une meilleure prestation de services publics ou encore l'utilisation plus efficace du capital inexploité disponible au sein de leurs communautés.

Ils veulent en outre tirer le maximum de la promesse des technologies numériques afin d'offrir des possibilités à ceux qui étaient jusqu'ici exclus de la sphère traditionnelle.

L'année 2014 nous a montré que les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) étaient contrastés. Des améliorations positives ont été observées, telles qu'un meilleur accès à Internet et aux réseaux de téléphonie mobile, un accroissement des infrastructures de transport et une consolidation de l'environnement réglementaire pour le secteur privé. Bon nombre de PMA ont enregistré des améliorations au niveau du développement humain et social — en particulier dans le développement de l'éducation, de la santé et de la jeunesse — mais ces progrès n'ont pour l'instant pas suffi à les sortir totalement de la pauvreté et de la détresse sociale. L'accès à des sources d'énergie

modernes, durables et abordables demeure extrêmement limité tout comme la capacité à générer, utiliser, réparer et entretenir les technologies et l'innovation. Il reste beaucoup à faire pour renforcer la capacité de production des PMA dans les domaines de l'agriculture, du secteur manufacturier et des services.

Dans ce contexte, l'UNCDF a fait valoir la nécessité d'agir localement et non pas uniquement à l'échelle nationale, et continuera de le faire. L'autonomisation, l'accélération de la croissance économique et la participation ne peuvent se faire qu'à l'échelle locale et c'est à ce niveau uniquement que des investissements de capitaux accrus dans l'inclusion financière, les infrastructures locales et l'entrepreneuriat peuvent apporter un changement réel et durable.

2014, toute première année de mise en œuvre du Cadre stratégique 2014-2017 de l'UNCDF, a permis à l'organisation de s'appuyer sur son mandat de

Lors de sa première visite officielle en Afrique, Judith Karl, Secrétaire exécutive de l'UNCDF, s'est rendue à la School of Women and Gender Studies de l'Université Makerere à Kampala, Ouganda. L'université propose une formation de troisième cycle sur le genre et le développement économique local, conçue et financée avec l'appui de l'UNCDF et suivie par près de 100 fonctionnaires locaux. Ci-contre, Judith Karl rencontre les Dr Consolata Kabonesa et May Sengondo.



fourniture de capitaux afin de soutenir les PMA dans la poursuite d'une croissance inclusive. Ainsi, l'UNCDF a collaboré avec ses partenaires afin d'aider des États à déployer à grande échelle des mécanismes novateurs de financement qui augmentent l'investissement et tirent profit du potentiel inexploité. L'organisation a par ailleurs franchi des étapes importantes pour prouver la validité du concept dans de nouveaux domaines, et a utilisé ses approches et dispositifs pour soutenir des plans nationaux de développement, rendant ainsi la finance plus locale, plus accessible et plus inclusive.

Ce rapport annuel présente les progrès et le potentiel de l'UNCDF en la matière. Il met en évidence les résultats de trois moyens influents et efficaces, qui permettent, selon notre expérience, d'optimiser les ressources du programme pour l'après-2015 : s'appuyer sur une aide publique au développement (APD) « intelligente » comme

ingrédient essentiel de la mobilisation de ressources nationales ; investir dans l'inclusion financière, facilitée par la finance numérique, en tant que principal moteur de l'engagement individuel et des ménages dans l'économie locale ; et localiser les flux de financement public et privé ainsi que les investissements dans les infrastructures ayant des incidences avérées sur l'accélération, l'autonomisation et l'atténuation des risques pour le développement économique local.

Je remercie tous les partenaires de développement et gouvernements

qui collaborent avec nous pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement ambitieux. Ensemble, nous pouvons contribuer de façon durable à l'atteinte d'une croissance inclusive et veiller à ce que la nouvelle ère de développement provoque une transformation réelle.


Judith Karl
Secrétaire exécutive

UNE PROPOSITION DE VALEUR

pour le programme de
développement pour l'après-2015

Qui sommes-nous ? – Que faisons-nous ?

L'UNCDF (United Nations Capital Development Fund) est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde (PMA).

Cette organisation utilise son mandat de fourniture de capitaux pour aider les PMA à poursuivre une croissance inclusive. Pour ce faire, elle a principalement recours à trois méthodes.

Les populations locales bénéficient d'investissements d'adaptation de petite et moyenne envergure, y compris des routes et ponts, financés par le biais du mécanisme LoCAL. Dans le cadre de cette initiative, l'UNCDF fournit aux collectivités locales des fonds internationaux en vue de l'adaptation pour les aider à investir dans le renforcement de la résilience communautaire. LoCAL bénéficie du soutien de l'Union européenne, de l'Asdi et du gouvernement du Liechtenstein.

1

Premièrement, elle s'appuie sur une aide publique au développement (APD) « intelligente » pour exploiter et débloquer des ressources nationales publiques et privées en faveur du développement local.

Selon l'expérience de l'UNCDF, une APD intelligemment gérée pour le développement économique local peut agir comme catalyseur et permettre d'obtenir des ratios de levier de 1:10 au minimum pour la mobilisation de ressources nationales.

L'UNCDF aide à sortir l'épargne de « sous le matelas » pour l'injecter dans l'économie réelle, et à décentraliser les dollars nationaux investis vers les espaces économiques locaux. Pour cela, l'organisation s'appuie sur des programmes qui favorisent la décentralisation fiscale, le financement municipal novateur et le financement structuré de projets à l'échelle locale.

2

Deuxièmement, elle favorise l'inclusion financière, y compris par le biais de la finance numérique, en tant que facteur clé de la réduction de la pauvreté et de la croissance inclusive.

L'inclusion financière soutient la réalisation de plusieurs objectifs de développement, non seulement

en fournissant une planification financière, des services et filets de sécurité aux populations pauvres exclues du système bancaire, mais également en renforçant la fiabilité et la stabilité des systèmes financiers nationaux. Notre organisation s'appuie sur l'APD pour débloquer les capitaux nationaux, en rendant les clients pauvres attrayants pour les investisseurs.

Troisièmement, elle démontre comment le fait de décentraliser la finance peut accélérer la croissance dans les économies locales, promouvoir des infrastructures de développement durables et adaptées aux changements climatiques et autonomiser les communautés locales.

L'UNCDF estime qu'il est nécessaire de combiner investissements publics et investissements privés pour répondre aux besoins du développement local. Les investissements dans les petits

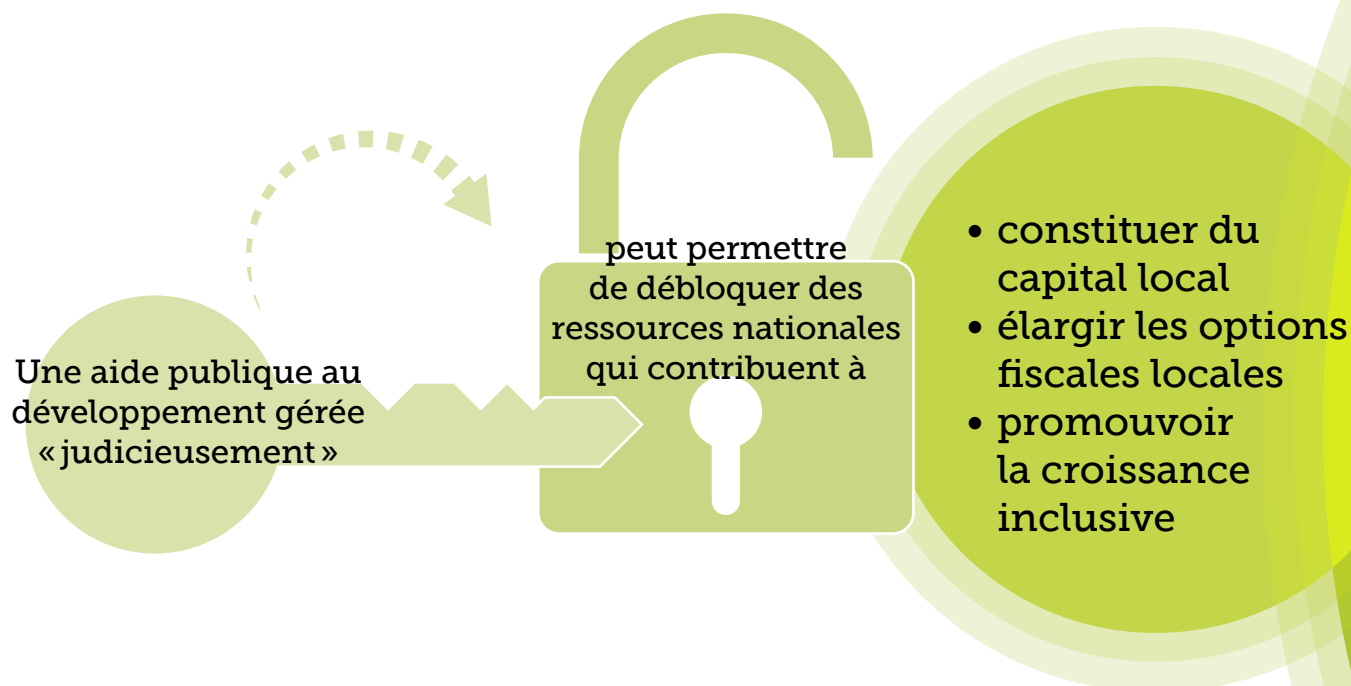
projets d'infrastructures au niveau local, tels que les routes de desserte, ponts, microcentrales hydrauliques ou projets d'adaptation aux changements climatiques (des projets qui échappent au contrôle du « triple objectif de résultat » des institutions financières internationales ou des principaux investisseurs) peuvent générer des dividendes considérables en matière de développement pour la sécurité alimentaire, l'autonomisation économique des femmes, les énergies propres renouvelables, l'adaptation aux changements climatiques et

le développement économique local. Correctement soutenus, ces investissements peuvent également permettre d'attirer des investissements nationaux.

L'UNCDF soutient cette approche par le biais de diverses modalités d'investissement, y compris le financement structuré de projets, des partenariats public/privé, le financement au « dernier kilomètre » et des rehaussements de crédit.

3

L'effet multiplicateur d'une utilisation « intelligente » de l'Aide Publique au Développement (APD)



« Le programme LFI illustre bien **LA CAPACITÉ D'OPTIMISATION DE L'UNCDF** : l'organisation a investi 300 000 dollars de ses ressources de base pour fournir une assistance technique à ce projet, ce qui représente un effet de levier de 1:8 en termes de mobilisation de ressources nationales. »

Afin de tester différents moyens de débloquent le financement privé de projets d'infrastructures ayant un potentiel de transformation, l'UNCDF a élaboré l'**Initiative de financement local (IFL)**, un programme mondial soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et le Fonds « Unis dans l'action » en Tanzanie. Dès 2014, l'IFL était mise en œuvre en Ouganda et en Tanzanie, avec des plans d'expansion pour le Bangladesh, le Bénin et le Sénégal.

L'IFL identifie les projets d'infrastructures de petite et de moyenne envergure ayant un important potentiel de transformation locale (par exemple les routes de desserte, ponts, plateformes de transport, usines de transformation de produits agroalimentaires et petites centrales hydrauliques) qui échappent au contrôle des principaux investisseurs ainsi que des banques de développement et banques nationales. L'IFL structure les partenariats public/privé, les complète avec des stratégies ciblées de rehaussement de crédit et d'atténuation des risques, ainsi que des interventions de renforcement des capacités, et les aide à se préparer à l'investissement privé. Cela contribue à renforcer la confiance des investisseurs en réduisant le risque perçu de l'investissement dans l'économie locale, et à attirer les capitaux nationaux et autres capitaux privés. Elle stimule de nouvelles relations entre les acteurs publics et privés locaux, et renforce les capacités durables des sphères publique, privée et bancaire à induire des effets multiplicateurs pour les investissements économiques locaux.



www.uncdf.org/lfi

En 2014, l'IFL a conclu son premier accord en mobilisant 2,6 millions de dollars auprès d'investisseurs privés afin de construire un entrepôt douanier, un dépôt et un parking pour camions dans une communauté transfrontalière d'Ouganda. En Tanzanie, un investissement initial de 250 000 dollars et une assistance technique pour les coûts de transaction « au dernier kilomètre de trois projets hydroélectriques permettront de recueillir 15 millions de dollars de ressources nationales auprès des banques locales en 2015, ce qui bénéficiera à des milliers de familles.

L'UNCDF a également adapté la fourniture de services financiers afin de montrer en quoi l'APD contribue à débloquent le financement public et privé aux fins d'une croissance inclusive.

Les services de microfinance axés sur l'épargne jouent un rôle important dans le renforcement des capacités d'adaptation et l'amélioration de la qualité de vie des ménages pauvres. L'UNCDF apporte son soutien à plus de 100 prestataires privés de services financiers dans le monde afin de mobiliser l'épargne nationale « sous le matelas » et de l'injecter dans le système financier officiel, offrant ainsi une meilleure protection aux ménages et transformant de ce fait le « capital dormant » en ressources dynamiques à réinvestir dans l'économie réelle.

Depuis 2014, les dépôts auprès des prestataires de services financiers bénéficiant du soutien de l'UNCDF ont été multipliés par deux, passant de 823 millions de dollars à plus de 1,6 milliard

cette même année, ce qui permet aux populations pauvres d'accéder à des organismes d'épargne fiables et aux petites entreprises locales de bénéficier de nouvelles sources de crédit.

Par ailleurs, le programme **MicroLead** de l'UNCDF illustre parfaitement la manière dont l'organisation exploite ses fonds pour catalyser les capitaux privés et l'épargne nationale : avec sa propre contribution initiale de 6,8 millions de dollars, l'UNCDF a mobilisé 20 millions de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates au profit de MicroLead.

Ces fonds ont ensuite été investis dans des prestataires de services financiers locaux, soit 100 millions supplémentaires de leurs fonds propres dans le projet. En cinq ans, MicroLead a attiré plus de 645 millions de dollars provenant d'un million de déposants locaux, créant ainsi une nouvelle source majeure de capitaux d'investissement locaux.

En s'appuyant sur les résultats et le remarquable effet de levier de la première phase, le programme d'expansion de MicroLead financé par la Fondation MasterCard œuvre désormais avec ses partenaires du secteur public et privé pour atteindre 1,3 million de titulaires de comptes supplémentaires et mobiliser 190 millions de dollars de dépôts tout en proposant des services financiers à un prix raisonnable dans les zones rurales, tirant ainsi profit des progrès technologiques tels que les correspondants bancaires et services financiers mobiles.



www.uncdf.org/microlead

5

RAISONS POUR LESQUELLES LA FINANCE INCLUSIVE EST ESSENTIELLE au programme de développement pour l'après-2015

Il y a cinq ans, lors du sommet du G20 de 2010 qui s'est tenu à Séoul, la communauté internationale a reconnu que **l'inclusion financière** était l'un des principaux piliers du programme de développement mondial. Un plan d'action concret pour la finance inclusive y a été présenté et le Partenariat mondial pour l'inclusion financière, chargé de sa mise en œuvre, a été établi. Depuis, plus de 50 pays ont pris des engagements formels ou ont défini des objectifs en matière d'inclusion financière.

Bien des choses se sont passées au cours des années qui ont suivi. Entre 2011 et 2014, 700 millions de personnes supplémentaires dans le monde ont ouvert un compte. Aujourd'hui, 62 % de la population adulte mondiale dispose d'un compte bancaire, contre 51 % en 2011.¹

Mais il reste encore beaucoup à faire. À travers le monde, **2 milliards**

de personnes sont toujours exclues du système bancaire et du système financier officiel, dont **1,1 milliard de femmes**.²

L'UNCDF soutient des institutions de microfinance, banques, coopératives et sociétés de transfert de fonds afin de s'assurer que les **particuliers** (notamment ceux exclus du système bancaire) ainsi que les **micro, petites et moyennes entreprises disposent de produits financiers fiables** (épargne, crédit, assurance, paiements, transferts de fonds), **à un prix raisonnable** et de manière durable, pour faire face aux bouleversements économiques, lisser la consommation et réaliser des investissements dans l'éducation et les entreprises, et ainsi faciliter la sortie de la pauvreté.

Le modèle de l'UNCDF offre cinq avantages principaux qui appuient les priorités du programme de développement pour l'après-2015.

1

Effet « sortie de la pauvreté »

L'accès et l'utilisation de services financiers

réglementés augmentent les ressources financières des populations à faible revenu, ce qui leur permet, à terme, de sortir de la pauvreté. Les particuliers et les microentrepreneurs peuvent ainsi se constituer un capital, investir dans des entreprises et dans leur avenir (par exemple pour une meilleure santé et une meilleure éducation), mieux gérer leurs revenus faibles et/ou irréguliers, évitant par conséquent d'être vulnérables, et payer plus facilement les commerçants ou encore envoyer de l'argent à des proches ou amis.

2

Renforcement de la fiabilité et de la stabilité des systèmes financiers nationaux

Une plus grande inclusion financière et une formalisation plus importante contribuent à la croissance des économies nationales: l'épargne est plus amplement investie, et le développement de l'activité commerciale ainsi que l'augmentation du nombre de transactions dans le système officiel élargissent la base d'imposition. Il existe en outre de plus en plus d'éléments démontrant que l'inclusion financière permet aux systèmes financiers et aux économies d'être plus stables³, ce qui contribue par la suite à une croissance plus rapide des économies, une croissance qui sera également plus favorable aux populations pauvres.

3

Accès des entrepreneurs à de nouveaux marchés et services de développement d'activités

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont indispensables pour l'emploi et pour garantir une croissance économique équitable. Pourtant, environ 200 millions de petites entreprises dans les pays en développement et marchés émergents ne disposent pas d'un financement suffisant⁴. Donner la possibilité aux petites et moyennes entreprises d'utiliser des services et produits financiers réglementés conçus pour répondre à leurs besoins leur permet de se développer et de contribuer à créer des emplois et stimuler la croissance, l'un des moyens les plus sûrs pour les particuliers et les ménages d'échapper à la pauvreté.

¹ Banque mondiale, base de données Global Findex 2014.

² Ibid.

³ ADBI *Financial stability and financial inclusion* (2014).

⁴ IFC, 2013, *Closing the Credit Gap for Formal and Informal MSMEs*.



MicroLead est une initiative mondiale qui vise à soutenir la conception et le déploiement de services de dépôt par des prestataires de services financiers réglementés souhaitant atteindre les marchés ruraux. Ces prestataires proposent des produits régis par la demande grâce à des circuits de diffusion alternatifs ainsi que des services d'éducation financière. Les clients peuvent ainsi accéder à des services de qualité pour développer et élargir leurs entreprises, à l'instar de ces femmes au Myanmar. L'initiative MicroLead est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation MasterCard et le Fonds d'affectation spéciale LIFT au Myanmar.

En 2014,
l'UNCDF a appuyé des
programmes de financement
inclusif dans
25 PMA

18
pays en Afrique
subsaharienne

7
pays en Asie

7
pays en situation
de post-conflit

4

Effet de levier sur d'autres enjeux du développement

Lorsqu'ils sont utilisés pour soutenir des priorités de développement spécifiques, telles que l'égalité des sexes, la santé et l'éducation, les services financiers peuvent avoir des répercussions considérables. Ils améliorent par exemple la sécurité alimentaire en permettant aux agriculteurs, y compris aux près de 500 millions de petits exploitants (dont la plupart sont des femmes) et aux entreprises agroalimentaires, de consacrer plus de ressources à leurs cultures et à leurs exploitations. De la même façon, cela est particulièrement avantageux pour les femmes, car les services financiers régulés proposés aux femmes et aux entreprises élargissent leur rôle en tant que consommatrices, employées et entrepreneurs, augmentant ainsi leurs revenus et leur consommation. Ils contribuent également à transformer la société en favorisant des investissements plus importants pour le bien-être des enfants, ce qui réduit la pauvreté des ménages et améliore les aspirations pour la prochaine génération de femmes.⁵

⁵ Banque mondiale, 2012, *Rapport sur le développement dans le monde 2012 : égalité des genres et développement*, Banque mondiale, Washington.

5

Multiplication des possibilités grâce aux nouvelles technologies

Il existe aujourd'hui plus de 255 services financiers mobiles dans le monde qui ne se résument pas à l'envoi ou à la réception de paiements, et sont soumis à des réglementations et mesures de protection appropriées. La technologie mobile peut offrir un accès à l'assurance, au crédit et à l'épargne, à l'eau potable et à l'énergie solaire, tout cela à l'aide d'un seul et même appareil. Avec l'augmentation du nombre de gouvernements qui versent diverses prestations comme les retraites, les programmes sociaux et les aides financières sous forme de paiements électroniques, l'inclusion financière implique en outre qu'un plus grand nombre de personnes ont un accès illimité aux prestations gouvernementales sans les risques, coûts et inconvénients des ordres ou méthodes de paiement traditionnels.

⁶ GSMA, 2014, *State of the Industry Mobile Financial Services for the Unbanked*.

L'avancée de l'inclusion financière dans les Îles Salomon

En 2010, environ 80 % de la population des Îles Salomon n'avaient pas accès aux services financiers de base.

Depuis que le Programme du **Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP)** soutient les efforts de la Banque centrale des Îles Salomon (BCIS) en vue de l'instauration d'un secteur financier plus inclusif, de nombreux Salomonais peuvent accéder à des services bancaires et de paiement.

Le nombre de nouveaux comptes bancaires a plus que doublé entre 2010 et 2014, et les dernières données trimestrielles sur l'inclusion financière montrent que plus de la moitié de la population adulte est désormais « bancarisée ».

Le PFIP est un programme de l'UNCDF et du PNUD qui œuvre sur l'ensemble du Pacifique avec le soutien de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne. Il a pour objectif d'aider les ménages à faible revenu à accéder à des services financiers de qualité et abordables ainsi qu'à une éducation financière.

Ce programme existe actuellement à **Fidji**, en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, au **Samoa**, dans les **Îles Salomon**, aux **Tonga** et au **Vanuatu**. Ces pays représentent 90 % de la population de la région.

Depuis sa création, le PFIP a joué un rôle de catalyseur dans l'introduction et le déploiement de services bancaires électroniques, y compris les comptes bancaires accessibles par téléphone mobile et carte. En 2012, conjointement au programme MicroLead de l'UNCDF, le PFIP a appuyé le lancement des services bancaires en magasin de Westpac Bank. Cette initiative a suscité de profonds changements. Westpac Bank dispose désormais de 24 points de services bancaires en magasin dans huit provinces « sous-bancarisées ».

En 2014, le PFIP a lancé sa deuxième phase, qui a pour objectif de permettre à 500 000 personnes à faible revenu supplémentaires, dont au moins 50 % de femmes, d'avoir accès à des services financiers appropriés/abordables.

Lors de la troisième **conférence internationale des Nations unies**

sur les petits États insulaires en développement, qui s'est tenue au **Samoa** en septembre 2014, le PFIP a également lancé son dispositif de soutien à l'inclusion financière. Avec un capital initial de 5 millions de dollars, le dispositif de soutien du PFIP recherche des partenaires, notamment issus du secteur privé, afin d'améliorer la sécurité financière des ménages ruraux et à faible revenu.

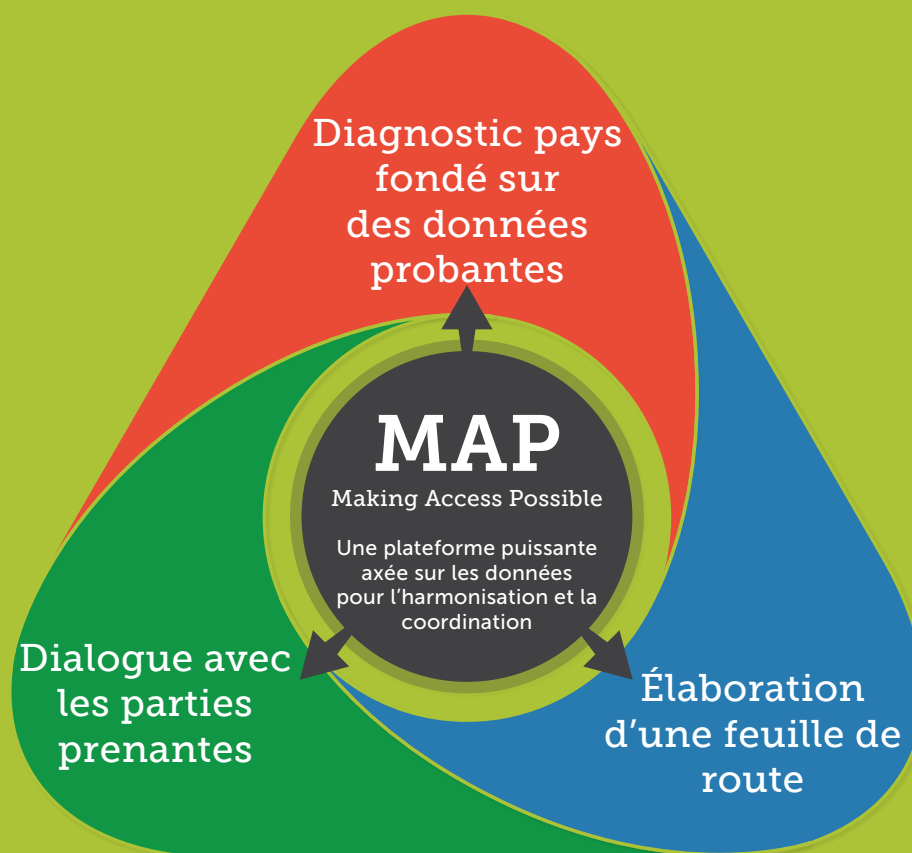
Le dispositif de soutien vise à favoriser le développement, l'introduction et le déploiement de produits et services financiers novateurs, tels que des comptes de dépôt flexibles, une assurance inclusive et des services de transfert de fonds rentables qui permettront aux clients d'accumuler ou d'avoir accès à des sommes forfaitaires afin d'atténuer les risques auxquels ils pourraient être confrontés. Il sera utilisé pour démontrer la faisabilité ou la validité du « concept » des nouveaux produits, mécanismes et modèles de distribution ainsi que pour catalyser la mobilisation de fonds provenant d'autres sources.



www.uncdf.org/pfip

Le PFIP a dépassé les attentes en matière de développement d'innovations TRANSPOSABLES et ÉVOLUTIVES concernant les produits et services financiers. En décembre 2014, le programme indiquait avoir atteint un total cumulé de près de 556 000 ABONNÉS À DES PORTE-MONNAIE MOBILES et 390 000 DÉPOSANTS.

MAP : un diagnostic affiné pour des solutions optimales



Le cadre de diagnostic et de planification MAP permet aux gouvernements et aux autres parties prenantes de mieux comprendre le contexte de l'inclusion financière dans leur pays en leur fournissant des données et informations sur la demande et la fourniture de services financiers ainsi que sur le cadre politique, juridique et réglementaire.

Reflète la priorité élevée accordée par les gouvernements à l'inclusion financière, 38 pays se sont engagés à accroître l'inclusion financière. Bon nombre de ces engagements comprennent l'adoption de stratégies nationales d'inclusion financière, et MAP peut contribuer à leur élaboration.

Au **Myanmar**, le cabinet a récemment approuvé une feuille de route nationale sur l'inclusion financière, s'appuyant sur le diagnostic de MAP, que les partenaires de développement ont convenu d'utiliser afin d'harmoniser leurs activités de soutien.

Grâce à un diagnostic approfondi et à l'engagement des parties prenantes, les cadres de développement du marché, comme l'outil MAP, contribuent à créer des opportunités en matière d'inclusion financière pour les principaux investisseurs et le secteur privé en général.

Suite à un projet pilote initial dans plusieurs pays, l'UNCDF est aujourd'hui prêt à déployer à plus grande échelle son nouvel outil diagnostique **Making Access Possible (MAP)**, une initiative multinationale destinée à soutenir l'inclusion financière au moyen d'un diagnostic national fondé sur des données factuelles, d'un dialogue avec les parties prenantes et de l'élaboration d'une feuille de route. Dirigée par les autorités nationales, l'initiative MAP offre une plateforme basée

sur des données probantes pour l'harmonisation et la coordination des personnes qui œuvrent en faveur de l'inclusion financière au niveau national.

La phase pilote de l'initiative a bénéficié d'une grande visibilité et d'un soutien important en tant qu'élément clé pour l'investissement public et privé dans le cadre de l'inclusion financière. Le programme devrait bientôt s'étendre à 20 pays.



www.uncdf.org/map



RAISONS POUR LESQUELLES LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL EST ESSENTIEL

au programme de
développement pour
l'après-2015

Si l'éradication de la pauvreté par le développement durable est l'objectif ultime de la marche vers le développement pour l'après-2015, le **financement du développement local** lui ouvre la voie. Ce dernier ne se limite pas aux statistiques et indicateurs macroéconomiques du développement ; il s'intéresse à la répartition des progrès socioéconomiques à l'échelle nationale à tous les niveaux de la société.

L'approche de l'UNCDF en matière de financement du développement local est pragmatique : elle veille à ce que les populations de l'ensemble des régions et localités accèdent aux ressources d'investissement, qu'elles soient publiques ou privées, afin de tirer profit de la croissance.

Cela suppose de surmonter les difficultés locales spécifiques, par

exemple, aux zones périurbaines et aux régions rurales reculées, et de mobiliser des ressources nationales pour soutenir les économies locales et la prestation de services par le biais, notamment, de la **décentralisation fiscale**, du **financement de la lutte contre le changement climatique**, de l'**autonomisation économique des femmes** et du **financement de projets d'infrastructures**. L'accent est mis sur le renforcement de la gestion des finances publiques et des recettes locales, sur l'amélioration de la qualité des investissements publics et privés ainsi que sur la promotion de l'innovation à l'échelle locale.

Le modèle de l'UNCDF offre cinq avantages principaux qui correspondent aux priorités du programme de développement pour l'après-2015.

1

Effet d'accélération

Pour accélérer la croissance globale, il est plus efficace d'investir

localement dans des régions qui sont à la traîne que de poursuivre les investissements là où il existe déjà une accumulation des capitaux.

2

Effet d'intégration

Les investissements locaux qui tiennent compte des ressources

régionales permettent de bâtir des économies plus intégrées dans lesquelles les chaînes de valeur sont connectées, confèrent une valeur ajoutée au niveau local, créent des emplois à l'échelle locale, stimulent la croissance et diversifient l'économie.

3

Effet d'adaptation

Les investissements dans des infrastructures locales publiques et

privées renforcent les capacités d'adaptation aux chocs environnementaux et climatiques, ce qui atténue les risques, crée et favorise une croissance économique et garantit le bien-être de la population.



Des représentants gouvernementaux se réunissent à Pantang Zhemgang au Bhoutan afin de déterminer les activités prioritaires d'adaptation aux changements climatiques. L'UNCDF fournit aux collectivités locales, par le biais de l'initiative LoCAL, des fonds internationaux en vue de l'adaptation pour les aider à investir dans le renforcement de la résilience communautaire. Dans ce contexte, LoCAL a permis de financer la construction d'un pont Bailey, qui permet à la région de maintenir l'activité économique au cours de la saison des pluies et aux enfants de se rendre à l'école.

En 2014,
l'UNCDF a soutenu des
programmes de financement du
développement local dans

20 PMA

14
pays en Afrique
subsaharienne

6
pays
en Asie

4

Autonomisation

Les investissements locaux autonomisent les communautés, institutions et entreprises locales. Une politique de développement local garantit la mise en place d'un environnement institutionnel sur l'ensemble du territoire et permet de s'assurer que toutes les zones disposent par exemple des systèmes juridiques, de gouvernance et de services (comptables, avocats, ingénieurs et autres) indispensables pour une croissance durable.

5

Mobilisation de ressources nationales

Les investissements locaux ouvrent la voie à la mobilisation de ressources nationales. La décentralisation fiscale, les programmes d'investissement de capitaux par des collectivités locales et les investissements dans les infrastructures locales de production des secteurs publics et privés sont des mécanismes qui mobilisent des ressources nationales en capital et les réinjectent dans les économies locales. Ils permettent de débloquent des capitaux qui autrement demeureraient improductifs (dans l'immobilier, les fonds de pension, etc.) et ouvrent également la voie au réinvestissement local pour produire des recettes fiscales, y compris en provenance de secteurs tels que l'exploitation minière et la production de matières premières.

Bangladesh : innovation et ouverture aux partenariats

Présent dans le pays depuis des décennies pour améliorer le système administratif local qui assure les services publics dans les zones rurales isolées, l'UNCDF est un partenaire de développement de longue date du Bangladesh.

À la fin des années 1990, l'UNCDF et le gouvernement bangladais ont conçu et testé un modèle d'investissement axé sur les performances dans le district de Sirajgani, dans le centre du Bangladesh. Les résultats probants ont convaincu la Banque mondiale d'intensifier et de déployer cette approche à l'échelle nationale. En parallèle, l'UNCDF et ses partenaires continuent d'innover et de tester de nouveaux programmes d'incitation afin d'améliorer toujours plus les performances des collectivités locales et leur capacité à satisfaire les besoins locaux.

L'année 2011 a coïncidé avec le lancement de la troisième génération de subventions des collectivités locales en fonction de leurs performances, en partenariat avec le PNUD, l'Union européenne, Danida et la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). Aujourd'hui, les deux initiatives en cours, à savoir les projets Upazila Governance et Union Parishad Governance, ont pour objectif de poursuivre les travaux visant à améliorer les investissements et les performances des collectivités locales, tout en renforçant la démocratie au niveau local.

En 2014, les collectivités locales rurales qui ont bénéficié du soutien de ces deux projets ont signalé une augmentation de 25 % par rapport à l'exercice fiscal précédent, malgré une croissance moindre de 4 % des transferts de l'administration

centrale sur la même période. Le système de subventions basées sur les performances conçu par l'UNCDF a joué un rôle fondamental en aidant à mobiliser les ressources nationales locales et à renforcer la capacité fiscale des collectivités locales.

Une évaluation réalisée en 2014 a fait état d'une amélioration de la transparence, de la responsabilisation et de la participation au processus décisionnel au niveau local. Des éléments du système de subventions basées sur les performances ont été intégrés dans la politique nationale par le biais du cadre réglementaire pour les collectivités locales afin d'être reproduits dans d'autres contextes.

Lorsque les collectivités locales fonctionnent bien, les citoyens peuvent se faire entendre, les investissements répondent à de véritables besoins et les économies prospèrent.

Appuyer les initiatives évolutives

Les programmes de l'UNCDF sont conçus pour soutenir les initiatives des collectivités destinées à renforcer celles qui ont un impact de développement avéré, œuvrant souvent en partenariat avec des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Au **Bangladesh**, par exemple, la Banque mondiale a contribué au déploiement à plus grande

échelle d'un programme dans le cadre duquel les collectivités locales cherchaient à renforcer leur capacité à améliorer la prestation de services. La Banque mondiale soutient également une initiative de l'UNCDF au **Népal** destinée à renforcer la capacité et le rôle des administrations centrales et des collectivités locales dans le versement d'allocations de protection sociale par le biais de services bancaires sans agence.

Au Bhoutan, 13 collectivités locales se préparent à déployer le programme **Local Adaptive Living Facility (LoCAL)** de l'UNCDF à l'échelle nationale. Ce déploiement s'appuie sur le système LoCAL de subventions basées sur les performances en termes d'adaptation aux changements climatiques, testé dans huit collectivités.



www.uncdf.org/local

Grâce à sa grande **EXPERTISE TECHNIQUE**, l'UNCDF est à même d'adopter une approche plus risquée et de mettre en œuvre à l'échelle locale, souvent à titre d'essai, des petits projets que les organisations locales et les banques de développement auraient du mal à mettre en place. Par conséquent, l'organisation doit être considérée comme un **ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT** précurseur du travail d'autres organisations.

Gouvernement de la Suède
Évaluation suédoise des organisations multilatérales, 2008





En collaboration avec le PNUD, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le gouvernement néo-zélandais et l'Union européenne, l'UNCDF a créé le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), qui vise à mettre en place des plateformes de services bancaires sans agence accessibles aux ménages ruraux à faible revenu. Le programme a recours à la téléphonie mobile, à des terminaux de points de vente, à des cartes à puce, à d'autres technologies facilitant les paiements ainsi qu'à des agents tiers afin d'améliorer la rentabilité de la prestation de services financiers et de permettre à des populations jusque-là mal desservies et exclues du système bancaire d'y accéder.

Résultats 2014 : se préparer à atteindre de nouveaux objectifs

2014 correspondait à la première année de mise en œuvre d'un nouveau cadre stratégique basé sur des réalisations antérieures en matière de financement du développement local et d'inclusion financière. L'organisation a fait des progrès considérables pour prouver la validité du concept dans de nouveaux domaines, tels que l'Initiative de financement local et MAP (Making Access Possible), et a œuvré pour maximiser l'effet de levier et l'impact escompté.

Des faits marquants du travail de l'UNCDF en 2014 montrant la façon dont l'organisation a répondu aux enjeux émergents du programme de développement pour l'après-2015 sont présentés ci-après.

FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est une menace majeure pour le développement ; il affecte en particulier les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables des PMA. Le succès du programme de développement pour l'après-2015 dépendra largement de la réussite des efforts mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique.

L'*Appel de Lima pour l'action climatique*, adopté en 2014, pose les bases d'un accord mondial sur le changement climatique. Il est fondamental que les pays prennent des

engagements nationaux ambitieux et relèvent les enjeux les plus importants, y compris l'insuffisance des sources actuelles de financement public pour la lutte contre le changement climatique.

Le renforcement des capacités des pays à accéder, à tirer profit et à mobiliser des ressources pour le financement de la lutte contre le changement climatique est désormais considéré comme une priorité, notamment pour les pays et communautés confrontés aux effets les plus dévastateurs du changement climatique.

Les collectivités locales qui cherchent à améliorer les capacités d'adaptation aux changements climatiques ont besoin de ressources adéquates et d'une intégration efficace des considérations relatives aux changements climatiques dans leurs cycles de planification, de budgétisation et d'investissement à l'échelle locale. Orienter le financement de la lutte contre le changement climatique à l'échelle locale peut permettre de rendre les administrations locales suffisamment autonomes pour mettre en place des infrastructures adaptées aux

changements climatiques là où elles sont le plus nécessaires.

L'initiative **LoCAL (Local Climate Adaptive Living Facility)** de l'UNCDF, par exemple, a été conçue pour aider les gouvernements à canaliser le financement de la stratégie d'adaptation au changement climatique mondial vers les collectivités locales qui sont les premières concernées. Ce financement leur permet d'investir dans le renforcement des capacités d'adaptation au niveau local.

Soutenue par l'UNCDF, l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique de l'Union européenne, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), la Coopération belge au Développement et les gouvernements du Cambodge, du Liechtenstein et du Bénin, l'initiative LoCAL vient se greffer aux systèmes nationaux existants de transferts fiscaux intergouvernementaux et complète les subventions versées aux collectivités locales par des fonds d'adaptation aux

changements climatiques calculés en fonction des performances.

En rejoignant l'initiative LoCAL, les PMA peuvent aider les collectivités locales à faire face à l'augmentation des coûts du renforcement de l'adaptation aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Cela suppose de financer l'aménagement adaptatif du territoire, la gestion de l'évacuation et des eaux usées, la mise en œuvre de réglementations relatives à la construction résistante, la rénovation des infrastructures existantes, la consolidation des routes et des ponts, et l'adaptation des systèmes agricoles.

LoCAL se déroule en trois phases. Les phases I et II instaurent un système de subventions basées sur les performances en termes d'adaptation aux changements climatiques pour tester les investissements appuyant la lutte contre le changement climatique. Ce système est ensuite déployé à l'ensemble des collectivités locales au cours de la phase III, qui implique la mobilisation de ressources

nationales et internationales afin que les communautés locales puissent faire face aux changements climatiques.

À ce jour, l'initiative LoCAL a accordé des subventions d'un montant de 1,2 million à 29 collectivités locales, venant ainsi en aide à plus de quatre millions de personnes dans sept PMA en Asie (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Népal et République démocratique populaire lao) et en Afrique (Bénin et Mali). L'objectif ultime de cette aide est d'atteindre plus de 230 millions de personnes dans ces pays.

Les investissements réalisés dans le cadre de l'initiative LoCAL s'inscrivent dans une démarche plus large en faveur de l'adaptation des communautés locales aux changements climatiques dans les PMA. En outre, l'UNCDF appuie les efforts nationaux pour garantir le financement d'un Fonds vert pour le climat visant à renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques au niveau local, et ce de manière vérifiable.

LoCAL se déroule en trois phases

Phase 3 : Déploiement à grande échelle

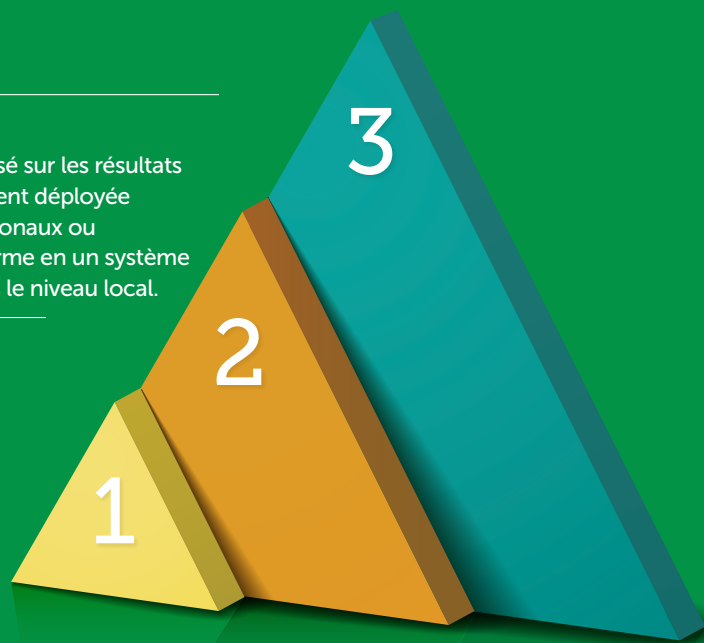
La troisième phase consiste en un déploiement national total de LoCAL basé sur les résultats et les enseignements des phases précédentes. L'initiative est progressivement déployée auprès de toutes les collectivités locales, et bénéficie de financements nationaux ou internationaux de la lutte contre le changement climatique. Elle se transforme en un système national permettant d'orienter l'adaptation au changement climatique vers le niveau local.

Phase 2: Apprentissage

La deuxième phase est déployée auprès de 5 à 10 % des collectivités locales d'un pays donné. Elle consiste à recueillir les enseignements et à démontrer l'efficacité du mécanisme à plus grande échelle.

Phase 1: Expérimentation

La première phase consiste en une étude préalable, suivie par des tests dans deux à quatre collectivités locales.



Depuis son lancement en 2011, l'initiative LoCAL a été introduite ou testée dans neuf pays d'Asie et d'Afrique. En 2014, un travail de conception en vue de la mise en œuvre de la phase I a été réalisé au Ghana, dans les Îles Salomon, au Mozambique et au Niger. Les **ACTIVITÉS DE LA PREMIÈRE PHASE** ont commencé au Bénin, au Mali et au Népal ; les **PRÉPARATIFS DE LA DEUXIÈME PHASE** ont débuté au Bangladesh et dans la République démocratique populaire lao et la **TROISIÈME PHASE** a été lancée au Bhoutan et au Cambodge.

Financement des initiatives locales de lutte contre le changement climatique au Cambodge : le pont qui sauve des vies

La plupart des habitants de la province cambodgienne de Battambang sont agriculteurs et ouvriers. Ils restent au village pendant la saison des plantations et, lorsqu'elle touche à sa fin, ils migrent pour trouver du travail en tant qu'ouvriers.

O'Chamnap est un petit village situé près de la route principale. C'est le point de passage de nombreuses familles qui se rendent dans les champs. L'emplacement est stratégique, mais le village est exposé de manière imprévisible à d'importantes inondations soudaines qui surviennent souvent pendant la nuit. Peu de gens savent nager. Les courants d'eau rapide

représentent donc une réelle menace pour les habitants.

Grâce à l'initiative LoCAL, dans sa troisième phase au Cambodge, la communauté d'O'Chamnap a pu construire un pont résistant aux changements climatiques. Ce pont est l'un des premiers exemples éloquentes des réalisations du déploiement à plus grande échelle de LoCAL au Cambodge.

L'approche de LoCAL tire sa force de la participation et des contributions des communautés et collectivités locales : avec le soutien des autorités centrales et provinciales, les collectivités locales apprennent à intégrer le

changement climatique dans leurs plans de développement en vigueur.

Dans le cadre de ce processus, chaque communauté doit améliorer ses plans de développement en prenant en compte le « facteur du changement climatique ». Cela contribue à mieux communiquer sur les complexités du changement climatique et à mettre en évidence les risques potentiels pour chaque communauté. Par conséquent, l'adaptation aux changements climatiques devient partie intégrante des processus de planification à l'échelle locale.



www.uncdf.org/local

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Vingt ans après l'élaboration du premier programme d'action par les représentants de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, des progrès considérables ont été réalisés et de nombreux enseignements ont été tirés.

Par exemple, l'inclusion financière des femmes a conduit à une augmentation du bien-être des ménages et à un plus grand dynamisme des économies locales. Parallèlement, les données sur l'accès et l'utilisation des services financiers montrent que les femmes demeurent plus exclues financièrement que les hommes, même dans les pays où les niveaux d'inclusion financière globale sont relativement élevés.

Entre 2011 et 2014, le nombre d'adultes ne disposant pas d'un compte bancaire officiel (adultes non bancarisés) a chuté de 20 %, atteignant 2 milliards en 2014. Et pourtant, l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes détenant un compte ne se réduit pas. En 2011, 47 % des femmes étaient titulaires d'un compte bancaire, contre 54 % des hommes. Aujourd'hui, 58 % des femmes et 65 % des hommes disposent d'un

compte, soit un écart persistant de 7 points au niveau mondial. Dans les pays en développement, l'écart entre les hommes et les femmes se maintient à 9 points.

S'il est primordial de **garantir l'inclusion financière** pour que les femmes soient en mesure de prendre part à leurs économies locales, **l'investissement dans des infrastructures locales appropriées et évolutives** est un élément essentiel pour accélérer les progrès concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes.

La garantie d'un accès à des ressources financières et à un capital pour les femmes ainsi qu'à des investissements prenant en compte les sexospécificités entraîne non seulement une augmentation de la croissance inclusive mais contribue également à la réduction des écarts de revenus.

En 2014, reconnaissant la nécessité de combiner des investissements publics et privés tenant compte des sexospécificités pour répondre aux besoins du développement local,

l'UNCDF, le PNUD et ONU Femmes ont mis en place le Programme **IELD (Inclusive and Equitable Local Development)** afin de tester différents moyens de débloquent le financement privé de projets d'infrastructures ayant un potentiel de transformation au profit des femmes.

Par le biais de l'approche Transformatrice Impact Financing (TIF), l'UNCDF met ses dispositifs de financement du développement local au service du déblocage de capitaux nationaux pour le développement de l'économie et de l'entrepreneuriat au niveau local, en accordant une attention particulière à l'impact sur le développement en tant qu'élément de mesure de la réussite. Le programme IELD sera axé tout particulièrement sur les investissements consacrés aux infrastructures qui permettent de lutter contre, et d'éliminer, les principaux obstacles à l'inclusion économique des femmes. Il portera notamment sur les investissements qui favorisent la production de biens et services qui répondent aux besoins et exigences des femmes.



www.uncdf.org/ield

⁷ Global Findex Database 2014, World Bank.

L'IELD est principalement axé sur des **PROJETS D'INFRASTRUCTURE TENANT COMPTE DES SEXOSPÉCIFICITÉS** au niveau local tels que les routes de desserte, ponts et microcentrales hydrauliques susceptibles d'être des vecteurs importants de l'autonomisation économique des femmes. Le programme s'appuie sur diverses formes d'investissement, y compris le financement structuré de projets, des partenariats public/privé et le financement thématique pour les petites et moyennes entreprises.

Par le biais de **POLITIQUES**, de **CAMPAGNES DE PLAIDOYER**, de **COLLECTES DE DONNÉES** et de **RECHERCHES**, de **SUBVENTIONS EN CAPITAL** et du **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**, le programme SHIFT (Shaping Inclusive Finance Transformations) permet d'identifier les obstacles découlant de lacunes en matière de capacités, de connexions, de ressources et de perceptions, et de les transformer en possibilités pour les femmes d'accéder à des opportunités de marché qui favorisent la croissance de l'économie dans son ensemble.

L'UNCDF cherche également à renforcer l'autonomisation économique des femmes en intégrant des stratégies et initiatives centrées sur les femmes dans des entreprises de plus en plus inclusives, par des mécanismes de financement novateurs et des collaborations avec des prestataires de services financiers dans l'ensemble des marchés des pays en développement.

À l'issue de la conférence d'octobre 2014 de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur l'inclusion financière, le rapport Yangon Outcomes for Financial Inclusion (Résultats de Yangon en matière d'inclusion financière) recommandait la mise en place, dans la région, de mesures spécifiques afin d'aider les femmes à accéder et recourir à des services financiers pour impulser la dynamique en faveur d'une croissance équitable et d'une plus grande stabilité au sein de la région de l'ASEAN, en particulier en raison de sa prochaine intégration financière.

L'UNCDF a pris note de l'engagement et de l'intérêt des pays de l'ASEAN et, dans le cadre de son programme phare **Shaping Inclusive Finance Transformations (SHIFT)**, a créé un espace pour la poursuite des

discussions et des travaux sur l'autonomisation économique des femmes en Asie du Sud-Est.

Lancé en 2014, SHIFT est un programme régional qui bénéficie du soutien du gouvernement australien et de la Société néerlandaise de financement du développement (FMO) afin d'accélérer l'inclusion financière dans quatre des pays les moins avancés de la région de l'ASEAN, et ainsi aider les femmes et les hommes à sortir de la pauvreté et à prendre activement part à la croissance économique.

Un meilleur accès au capital peut permettre aux petites et moyennes entreprises de se développer et de créer un plus grand nombre d'emplois, tout en rendant les économies plus stables et moins dépendantes d'un nombre limité de grandes entreprises. Un accès accru à une gamme de services financiers abordables et bien réglementés peut aider les particuliers et les microentrepreneurs à mieux planifier et gérer leur argent, et ainsi être en mesure de faire face aux aléas de leur économie locale.

La recherche sur les politiques et les activités de plaidoyer réalisées dans le cadre du programme SHIFT ont

conduit les gouvernements des pays de l'ASEAN à adopter de nouvelles mesures politiques afin d'accélérer l'inclusion financière. Elles viennent compléter les efforts d'intégration financière déployés par la région, y compris l'adoption explicite de l'inclusion financière comme priorité pour l'ensemble des gouvernements et la mise en place d'une architecture régionale officielle pour appuyer les plans nationaux.

De la même façon, la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans le cadre du programme SHIFT a apporté de nouveaux éléments et permis l'établissement de partenariats pour élargir les perspectives économiques des femmes par des investissements stratégiques dans des MPME qui sont détenues par des femmes, qui emploient un nombre important de femmes ou qui proposent des biens et services principalement destinés aux femmes. Le programme a également contribué aux autres initiatives des partenaires dans la région, y compris au soutien de l'initiative Investir en faveur des femmes et d'un programme sur la migration.



www.uncdf.org/shift



Le programme mondial sur la sécurité alimentaire de l'UNCDF vise à accroître la sécurité alimentaire dans les pays les moins avancés en favorisant la multiplication des investissements publics et privés en vue de combler « l'absence de liens intersectoriels » dans les systèmes alimentaires locaux (EFT).

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus de 900 millions de personnes à travers le monde sont victimes d'insécurité alimentaire. Même si les chiffres à cet égard diminuent globalement, ils restent très élevés, en particulier en Asie et en Afrique. La pauvreté, les disparités entre les sexes, la dégradation de l'environnement et les faibles capacités institutionnelles en sont les causes profondes.

Pour l'UNCDF, l'insécurité alimentaire des ménages ne se résume pas au manque de nourriture ; elle est le résultat d'un système complexe de « facteurs de vulnérabilité » liés à des bouleversements qui déstabilisent les modes de subsistance locaux.

Forte de sa collaboration de longue date avec les autorités locales (le niveau administratif le plus susceptible de comprendre les conditions locales qui affectent la sécurité alimentaire : conditions climatiques et modèles de plantation des cultures, échanges commerciaux locaux, causes de l'insécurité alimentaire chronique et transitoire), l'UNCDF intervient depuis toujours dans les régions rurales. Il n'est donc pas surprenant que la sécurité alimentaire soit devenue au fil du temps un élément essentiel de l'approche de l'UNCDF.

En 2014, plusieurs programmes de pays de l'UNCDF en Afrique subsaharienne, y compris ceux du [Mali](#), du [Niger](#), du [Mozambique](#), du [Burundi](#) et de l'[Éthiopie](#), intégraient la sécurité alimentaire comme thème principal.

À l'aide de transferts fiscaux intergouvernementaux, les fonds d'affectation à la sécurité alimentaire du Fonds de développement local de l'UNCDF doivent être acheminés du niveau national au niveau local. Ces fonds sont investis dans des entreprises de production et des infrastructures locales afin de contribuer à améliorer les capacités d'adaptation aux bouleversements alimentaires. Il s'agit notamment d'investissements dans des microbarrages, des installations de production, des routes, des équipements de stockage et des infrastructures d'irrigation.

Au Mali, par exemple, le [programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les cercles de Nara et Nioro du Sahel \(P2N\)](#) vise à améliorer la capacité des autorités locales à intégrer les préoccupations en matière de sécurité alimentaire dans le processus de planification et de budgétisation local.

En RENFORÇANT LES CAPACITÉS LOCALES d'intégration de préoccupations en matière de sécurité alimentaire dans la planification et la budgétisation, et en FOURNISSANT LES INSTRUMENTS FINANCIERS nécessaires pour réaliser des investissements qui renforcent la résilience locale face aux bouleversements alimentaires, l'UNCDF crée un environnement plus durable pour faire face aux problèmes de sécurité alimentaire à l'échelle locale.

Pour la majorité des agriculteurs des pays en développement, le MANQUE D'ACCÈS AU FINANCEMENT est le principal obstacle à une meilleure efficacité de la production et à l'adoption de technologies plus avancées.

En 2014, plus de 1,7 million de dollars ont été investis dans les infrastructures locales afin de renforcer les capacités d'adaptation aux bouleversements alimentaires et de promouvoir la prestation de services de base à Nara et à Nioro à l'aide du Fonds de développement local de l'UNCDF. Ces investissements comprennent la construction d'un centre de santé, de quatre écoles, de sept microbarrages pour l'irrigation et de trois banques de céréales.

Dans un programme similaire au Niger, une augmentation du taux des ménages non vulnérables a été observée ; celui-ci est passé de 14 % en 2010 à 32,8 % en 2014. Parallèlement, le taux d'enfants de moins de cinq ans souffrant de

malnutrition a considérablement diminué, passant de 43 % à 16,12 % dans la région de Mayahi dans le sud du Niger.

L'agriculture est une source majeure de revenus à travers le monde, notamment pour la plupart des populations pauvres vivant dans les zones rurales des pays en développement. Pour la majorité des agriculteurs ruraux pauvres de ces pays, le manque d'accès au financement est le principal obstacle à l'amélioration de l'efficacité de la production et à l'adoption de technologies plus avancées.

En 2014, en s'inspirant des activités mises en œuvre pour promouvoir l'inclusion financière comme principal facteur de réduction de

la pauvreté et de la croissance inclusive, l'UNCDF a étudié la possibilité d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements visant à instaurer un environnement favorable, à mettre en place des politiques plus inclusives et efficaces et à mieux diffuser l'information dans les zones à faible densité de population.

Par le biais de son outil de diagnostic et cadre de planification **Making Access Possible (MAP)**, l'UNCDF a notamment réalisé des diagnostics au Lesotho, au Mozambique, au Myanmar et au Swaziland afin de déterminer l'impact de l'agriculture et des activités agricoles sur les moyens de subsistance des ménages dans les pays à faible revenu.

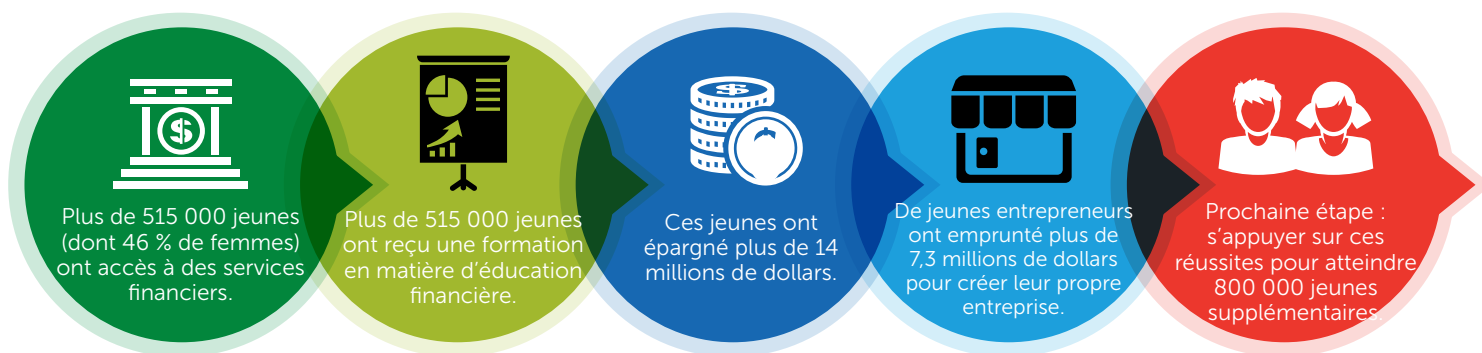


www.uncdf.org/map

L'UNCDF expérimente son dernier outil diagnostique et programmatique en Côte d'Ivoire, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, au Myanmar, en République démocratique du Congo, au Swaziland et en Thaïlande. Le programme **Making Access Possible (MAP)** élargit l'accès aux services financiers. Il rassemble un large éventail d'intervenants afin qu'ils élaborent ensemble des feuilles de route nationales pour l'inclusion financière qui s'appuient sur des diagnostics et dialogues nationaux basés sur des données factuelles.



AUTONOMISATION DES JEUNES



Environ 78 % des 200 millions de jeunes que compte l'Afrique subsaharienne vivent avec moins de deux dollars par jour, et seulement 5 % ont accès à des services financiers. Avec de telles statistiques, il est évident que les jeunes sont désormais au cœur des préoccupations de nombreuses économies africaines. Pourtant, la plupart des institutions financières ne sont pas en mesure de les considérer comme de véritables clients potentiels.

Dans les pays en développement, 62 % des jeunes sont toujours exclus du système financier officiel et 700 millions ne sont toujours pas bancarisés. Au niveau mondial, les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont 33 % moins susceptibles d'avoir un compte bancaire et 40 % moins enclins à disposer d'une épargne sur un compte officiel par rapport aux jeunes âgés de 25 ans ou plus.

Le manque d'accès aux ressources financières est un obstacle majeur pour les jeunes qui passent des études au monde du travail. Il devient plus difficile, d'une part, d'accéder au crédit nécessaire pour créer une entreprise et, d'autre part, de trouver des lieux sûrs pour accumuler les actifs, assurances et

autres services financiers susceptibles de soutenir les moyens de subsistance.

En 2014, l'UNCDF, en partenariat avec la Fondation MasterCard, a lancé le programme **YouthStart**, « Construire des secteurs financiers accessibles aux jeunes en Afrique subsaharienne ». Après quatre ans de collaboration avec dix des principaux prestataires de services financiers (PSF) dans huit pays d'Afrique subsaharienne, 2014 fut la dernière année du programme pilote régional YouthStart.

Son mandat initial, qui consistait à mettre des services financiers et non financiers à la portée de 200 000 jeunes, a été presque multiplié par trois et la gamme de produits proposés s'est également élargie à 17 produits répondant aux besoins spécifiques des jeunes.

En décembre 2014, les PSF partenaires du programme YouthStart ont permis à près de 515 000 jeunes (dont 46 % de jeunes femmes) d'avoir accès à des comptes d'épargne, ont offert une éducation financière à plus de 500 000 jeunes (dont 54 % de jeunes femmes) et ont proposé des prêts à environ 72 000

jeunes entrepreneurs. Ces jeunes clients ont épargné 14,2 millions de dollars, tandis que les jeunes entrepreneurs ont bénéficié de crédits à hauteur de 7,3 millions de dollars pour créer ou développer leur propre entreprise.

2014 a également été une année importante pour l'apprentissage et la mise en commun des connaissances de YouthStart. En partenariat avec l'école de commerce de Francfort, MicroSave et la Fondation MasterCard, le programme YouthStart a conduit à la rédaction d'études de cas au Burkina Faso, en Éthiopie, au Malawi, au Rwanda et au Togo afin d'analyser et de mieux comprendre l'intérêt des services financiers destinés aux jeunes et de déterminer dans quelle mesure la participation des jeunes au programme a engendré des changements minimes susceptibles d'exercer, à l'avenir, un impact plus important.

YouthStart prévoit de tirer parti de ces résultats et mobilise actuellement des partenaires afin d'atteindre 800 000 nouveaux jeunes au cours de la prochaine phase du programme.



www.uncdf.org/youthstart

⁸ Global Findex Database 2012, World Bank.



Grâce aux activités d'éducation financière organisées dans le cadre du programme **Youthstart**, les jeunes femmes ont l'autonomie, la capacité et les connaissances financière suffisantes pour monter leur propre affaire ou occuper un emploi approprié.

Miser sur un avenir meilleur pour la prochaine génération

Avant de connaître Amhara Credit and Saving Institution (ACSI), Gashaw Belaye n'était pas sûr des services proposés par cet établissement, car il ne faisait généralement pas confiance aux banques. Un ami proche l'a convaincu de participer à une séance de formation de l'ACSI, simplement pour découvrir ce que voulaient ces banquiers. « Je ne savais pas à quoi m'attendre. Mais je suis très heureux d'y être allé car ma vie a changé depuis cette première séance. »

Gashaw avait alors 21 ans et travaillait dans un salon de coiffure pour hommes. Il n'avait pas d'économies mais rêvait d'ouvrir son propre salon. Grâce aux activités de formation en éducation financière proposées par l'ACSI, Gashaw a pu concrétiser ses rêves professionnels.

« Au cours de la formation, j'ai appris comment calculer les

sommes d'argent dépensées pour des choses « futiles » comme des friandises, des minutes supplémentaires pour mon téléphone etc., et à établir et respecter un plan d'épargne pour atteindre mon objectif, à savoir ouvrir mon propre salon. En évitant ces dépenses inutiles, j'ai économisé de l'argent tous les jours pendant un an, et ces économies m'ont permis d'ouvrir mon propre salon. »

Gashaw a tellement aimé ces formations qu'il s'est inscrit pour devenir ambassadeur de la jeunesse pour l'ACSI. Trois ans plus tard, il est non seulement l'un des principaux ambassadeurs de la jeunesse de la région de Bahir Dar, mais il a également épargné suffisamment pour ouvrir son propre salon de coiffure pour hommes et embaucher quatre jeunes salariés, qui disposent tous d'un compte d'épargne à l'ACSI.

Comme le démontre le programme YouthStart, il est essentiel d'associer accès aux services financiers et éducation financière pour le développement global des jeunes. Les dix partenaires de YouthStart ont formé plus d'un demi-million de jeunes dans huit pays d'Afrique subsaharienne, une formation destinée à parachever leurs aspirations entrepreneuriales tout en maîtrisant les compétences financières nécessaires pour créer des entreprises durables.

Gashaw a pu démarrer sa propre entreprise et créer des opportunités d'emploi pour d'autres. Cela montre que l'accès à des services financiers et non financiers est important pour aider les jeunes, en particulier dans des zones où le secteur formel est incapable d'absorber des millions de nouvelles recrues chaque année.

ÉNERGIE PROPRE

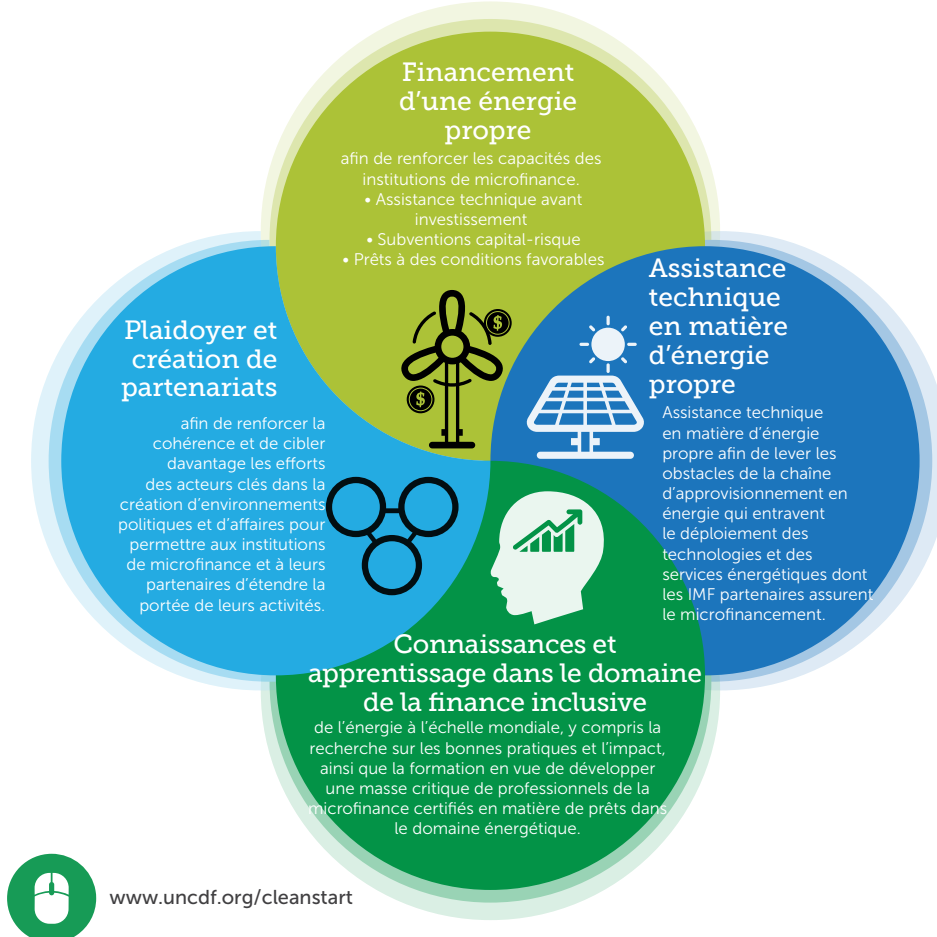
L'accès à l'énergie propre est un obstacle majeur pour les populations pauvres à travers le monde. Plus d'un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité, tandis que pour quelque 2 milliards de personnes, la biomasse traditionnelle exploitée pour cuisiner et se chauffer nécessite un temps et des ressources disproportionnés.

En l'absence de services énergétiques modernes, les populations sont contraintes de se tourner vers des systèmes coûteux et peu durables, susceptibles d'aggraver l'insécurité énergétique et de rendre les communautés plus sensibles aux effets des changements climatiques.

Dans de nombreux pays toutefois, grâce aux récentes avancées technologiques, les efforts déployés pour élargir l'accès à l'énergie propre dépendent désormais moins des technologies mais davantage de mesures financières appuyées par un contexte politique axé sur la prestation de services en faveur des populations pauvres.

Grâce à la microfinance, le programme **CleanStart** de l'UNCDF aide les consommateurs à faible revenu à effectuer une transition vers une énergie plus propre et plus rentable. CleanStart est un programme mondial qui vise à aider au moins 2,5 millions de personnes à sortir de la pauvreté énergétique à l'horizon 2017.

Ce programme propose un capital-risque et une assistance technique à des prestataires de services financiers et des entreprises énergétiques sélectionnés dans le cadre d'un processus concurrentiel. Les entreprises choisies peuvent ensuite développer



et affiner des modèles de financement évolutifs pour les consommateurs, en tenant compte des principaux goulets d'étranglement de la chaîne de valeur susceptibles d'affecter l'évolutivité. Les entreprises partagent les recherches et les outils élaborés dans toute l'industrie et préconisent des changements dans l'ensemble du secteur tout en négociant des partenariats dans la chaîne de valeur, par exemple avec des investisseurs et des décideurs.

Le partenariat public/privé qui s'articule autour de la vision commune d'une généralisation de l'énergie aux populations pauvres est au centre de l'approche du programme CleanStart.

Au Népal, par exemple, CleanStart collabore étroitement avec le Central Renewable Energy Fund,

un mécanisme de financement de gros dédié à l'énergie renouvelable provenant de plusieurs donateurs, d'un montant de 120 millions de dollars, afin d'instaurer la confiance des banques commerciales quant aux perspectives de financement du secteur de l'énergie propre. En 2014, quatre institutions financières au Népal ont accordé des prêts pour des systèmes individuels d'énergie solaire, du biogaz et des fourneaux améliorés à plus de 10 000 nouveaux clients, mettant à l'essai des innovations dans le financement de l'énergie propre pour les consommateurs.

Par le biais du programme CleanStart, l'UNCDF contribue à l'initiative mondiale Énergie durable pour tous (SE4All).

Énergie solaire et élimination de la fumée grâce à CleanStart

Depuis avril 2014, le programme CleanStart travaille en étroite collaboration avec des prestataires de services financiers au Népal pour mettre en place des microcrédits en faveur d'une énergie plus propre et plus efficace, comme l'éclairage solaire et des méthodes de cuisson améliorées.

Les quatre partenaires (ACE Development Bank Ltd. [ACE], Jeevan Bikas Samaj [JBS], Sana Kisan SKBBL Bikas Bank Ltd. [SKBBL] et Clean Energy Development Bank Ltd. [CEDBL]) ont entrepris d'atteindre ensemble au moins 102 000 ménages et microentrepreneurs dans l'ensemble du pays d'ici 2017.

En janvier 2015, ces quatre partenaires ont octroyé des prêts pour la transition énergétique à plus de 10 000 clients, dont l'essentiel servait à financer des systèmes individuels d'énergie solaire d'une puissance d'au moins 20 watts qui permettent généralement d'alimenter quatre lampes. Comment y sont-ils parvenus ?

JBS dispose de 60 succursales dans sept districts au service des plus démunis. De son côté, SKBBL travaille en partenariat avec 384 petites coopératives agricoles dans plus de 50 districts, dont la plupart se trouvent dans les régions les plus reculées du Népal. JBS a une certaine expérience en matière d'octroi de prêts pour la production et l'utilisation de biogaz, mais le financement de l'énergie est une activité nouvelle pour cet établissement. À ce jour, JBS propose des prêts pour la production d'énergie dans les sept districts où elle est implantée, et SKBBL dans 38 districts.

SKBBL souhaite que tous ses clients agriculteurs, soit au total 384 000 ménages, vivent dans un domicile sans fumée et éclairé à l'énergie solaire. JBS a constitué une filiale appelée JBS Urja (« énergie » en népalais), un guichet unique

qui commercialise des produits financiers mais propose également des services d'installation et d'entretien. La filiale dispose de 29 techniciens et offre un service après-vente sous 48 heures. De petits intermédiaires financiers opérant dans des zones proches de celles de JBS sont désireux de collaborer avec cet établissement en raison de sa capacité en matière de distribution et de services. À l'heure actuelle, JBS Urja propose une assistance technique et des formations à des institutions de microfinance ayant demandé un soutien technologique.

De par leur capacité à proposer un marché captif, SKBBL et JBS sont bien placés pour négocier les prix communiqués aux clients. Le prix des systèmes individuels d'énergie solaire qu'ils proposent est en effet environ 3 000 NPR (30 dollars US) inférieur à celui du marché. De plus, SKBBL propose des prêts dans le secteur de l'énergie à un taux d'intérêt inférieur de 1 % à celui de leurs produits de crédit habituels. Chaque petit détail compte, étant donné que de nombreux clients de JBS et de SKBBL résident dans des zones raccordées au réseau électrique et achètent des systèmes individuels d'énergie solaire en guise de source d'appoint en raison de l'alimentation irrégulière et peu fiable en électricité.



Le programme CleanStart, créé par l'UNCDF en collaboration avec le gouvernement autrichien, l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad), le gouvernement du Liechtenstein et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), vise à étendre considérablement le financement pour les consommateurs à faible revenu qui souhaitent passer à une énergie propre et renouvelable. Au Népal, le programme s'est associé à quatre prestataires de services financiers pour faciliter l'accès des ménages ruraux aux crédits dont ils ont besoin pour cette transition.

FINANCE NUMÉRIQUE

Dans le monde, le nombre de personnes titulaires d'un compte bancaire a bondi de 22 % entre 2011 et 2014, preuve que les nouvelles technologies comme les « porte-monnaie » mobiles (comptes électroniques intégrés à un appareil mobile) et les paiements dématérialisés ont permis aux personnes des pays en développement de se connecter plus facilement à l'économie formelle. Au niveau mondial, 62 % des adultes disposent désormais d'un compte bancaire contre 51 % en 2011 .

Outre ces progrès, il reste beaucoup à faire pour améliorer l'inclusion financière, notamment pour les femmes et les populations pauvres.

Passer d'une économie reposant sur des transactions en espèces à une économie dans laquelle prévalent les paiements dématérialisés présente de nombreux avantages potentiels pour les États, les entreprises et la communauté du développement. Cette transition peut permettre

d'accroître l'efficacité des paiements en améliorant leur rapidité et en réduisant les coûts d'émission et de réception. Elle peut par ailleurs permettre de renforcer la sécurité des paiements et par conséquent réduire le taux de criminalité s'y rapportant, d'accroître la transparence des paiements et donc d'atténuer la probabilité de fuite entre l'expéditeur et le destinataire. Le passage aux paiements dématérialisés peut également constituer un point d'entrée majeur dans le système financier officiel, pouvant entraîner une hausse considérable de l'épargne et la substitution de l'épargne formelle par l'épargne informelle .

Dans le contexte de l'après-2015, la dématérialisation des paiements peut se traduire par une amélioration de l'efficacité du processus, des économies considérables et une meilleure transparence afin de réduire les fuites. Mais, conjointement, ces résultats peuvent permettre de mobiliser des ressources nationales au profit des investissements

prioritaires. Au Mexique par exemple, le gouvernement économise chaque année 1,3 milliard de dollars (soit 3,3 % de ses dépenses totales afférentes aux salaires, retraites et régimes sociaux) en effectuant les paiements par voie électronique .

Toutefois, aucun organisme ne peut gérer seul la transition vers les paiements dématérialisés. Cela nécessite un effort concerté et une volonté de coopération de la part de l'ensemble des parties prenantes. C'est pour cette raison que l'Alliance Better Than Cash a été fondée.

L'UNCDF a mis en place la coalition **Alliance Better Than Cash (BTCA)**, qui regroupe des gouvernements, des entreprises privées et des organisations internationales qui s'engagent à accélérer le passage des paiements en espèces aux paiements électroniques afin de rompre le cycle de la pauvreté et de stimuler la croissance inclusive.



www.betterthancash.org

S'appuyant sur sa neutralité en tant que partenariat hébergé par l'UNCDF, l'Alliance Better Than Cash est la mieux à même de saisir et partager des informations et données probantes, et de réunir un vaste éventail d'intervenants afin de discuter des obstacles politiques, stratégiques et concurrentiels freinant cette transition cruciale.

⁹ Global Findex Database 2014, World Bank.

¹⁰ Ibid. See also 'The Opportunities of Digitizing Payments', 2014, World Bank, Better Than Cash Alliance, and Bill & Melinda Gates Foundation.

¹¹ Babatz, G., 2013. 'Sustained Effort, Saving Billions: Lessons from the Mexican Government's Shift to Electronic Payments.' Better Than Cash Alliance Evidence Paper: Mexico Study.

Avec plus de 40 membres, l'Alliance sert de **partenaire de mise en œuvre au Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G20** et bénéficie du soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Ford, de Citi, du réseau Omidyar, de MasterCard, de Visa Inc. et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

L'ABTC apporte son aide aux gouvernements, entreprises et organisations internationales qui sont des vecteurs essentiels de la transition afin de généraliser l'accès aux paiements dématérialisés en :

1

Prônant le passage des paiements en espèces aux paiements électroniques.

2

Présentant les preuves et conseils pratiques nécessaires pour stimuler la transition efficace du paiement en espèces vers des paiements électroniques de sorte à faire progresser l'inclusion financière et à mettre en œuvre des principes de financement responsables.

3

Mobilisant le développement de réseaux de paiements électroniques au niveau national afin de réduire les coûts, d'améliorer la transparence, de faire progresser l'inclusion financière, d'autonomiser les femmes et de stimuler la croissance inclusive.

Alors que l'accès à des services financiers mobiles a fortement progressé dans plusieurs pays, notamment africains, les PMA sont confrontés à des enjeux particuliers : leurs populations sont généralement moins importantes, les volumes des transactions sont plus faibles et ces pays sont généralement plus ruraux. Les infrastructures physiques (routes, couverture du réseau électrique et réception du réseau mobile) sont souvent limitées. Il est par conséquent onéreux de maintenir des infrastructures de services financiers. Par ailleurs, les opérateurs de réseaux mobiles et prestataires de services financiers investissent généralement moins, car le potentiel de marché de masse leur semble limité.

Dans le même temps, comme nous l'avons observé en Afrique

subsaharienne, les porte-monnaie mobiles peuvent stimuler l'inclusion financière. Alors que seul 1 % des adultes dans le monde déclare utiliser uniquement un porte-monnaie mobile, 12 % des adultes d'Afrique subsaharienne (soit 64 millions de personnes) disposent d'un porte-monnaie mobile (contre seulement 2 % dans le monde) et uniquement de cela, pour 45 % d'entre eux .

En partenariat avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce et la Fondation Bill & Melinda Gates, l'UNCDF a lancé en 2012 le programme **Mobile Money for the Poor (MM4P)**, une initiative mondiale visant à démontrer comment le bon dosage de soutien financier,

technique et stratégique peut contribuer à établir un réseau solide de services financiers mobiles et sans agence dans les PMA.

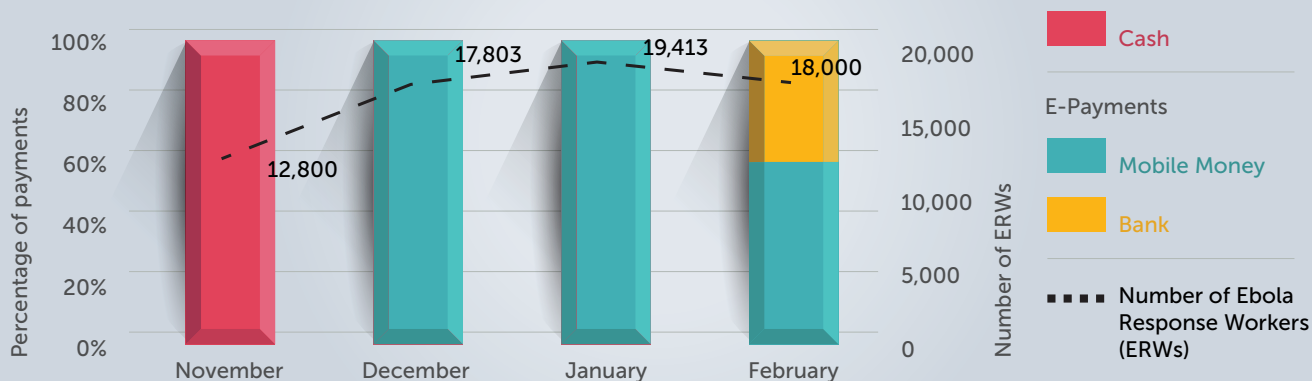
Mis en œuvre dans un premier temps au Libéria, au Malawi, au Népal, en Ouganda et en République démocratique populaire lao, le programme a été étendu au Bénin, au Sénégal et à la Zambie en 2014 grâce au soutien de la Fondation MasterCard. Avec cette extension, le MM4P pourra accroître les circuits de distribution permettant l'utilisation du téléphone portable pour les services financiers et ainsi servir 17,75 millions de clients actifs de services financiers, soit une augmentation nette de 11,58 millions d'utilisateurs dans huit pays.



www.uncdf.org/mm4p

Numérisation des paiements pour les travailleurs dans la lutte contre Ebola

Sierra Leone: des espèces aux paiements électroniques



Alors que le monde observe la situation en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, de plus en plus de personnes s'accordent à dire que les travailleurs nationaux dans la lutte contre Ebola étaient la pierre angulaire des interventions. Ces agents sont en première ligne : ils transportent les malades, soignent les personnes infectées, recherchent les personnes exposées au virus et s'en occupent, ou encore prennent en charge les personnes décédées. En d'autres termes, ils assurent la sécurité et la coordination à tous les niveaux. Il est évident que sans leur travail, la lutte contre le virus n'aurait pas pu être efficace et, qu'en l'absence d'une compensation et d'une rémunération adéquates, ils n'auraient pas pu travailler.

En 2014, l'UNCDF et l'Alliance Better Than Cash (ABTC) ont collaboré avec le gouvernement de Sierra Leone, le PNUD et la Mission des Nations unies pour l'action d'urgence contre Ebola afin de mettre en place

le programme Payment of ERW (paiement des travailleurs dans la lutte contre Ebola). De nombreux éléments en constante évolution ont dû être pris en compte : des cycles de paiement mesurés en semaines plutôt qu'en mois, les barèmes d'augmentation des travailleurs dans la lutte contre Ebola pour chaque cycle de paiement, un taux de renouvellement de 20 % et les mouvements latéraux des travailleurs vers différents établissements de santé.

L'UNCDF a commencé à répondre à cet important goulet d'étranglement concernant le versement de paiements au « dernier kilomètre » par le renforcement des systèmes existants : en s'appuyant sur les capacités nationales en matière d'attribution des salaires, sur le secteur des banques commerciales, les opérateurs de réseaux mobiles, les programmes d'emplois d'urgence, les ONG et les bénévoles.

L'UNCDF et ses partenaires sont parvenus à compenser la dématérialisation des primes de risque pour garantir qu'elles répondent aux normes fiduciaires tout en utilisant parallèlement des systèmes électroniques en temps réel afin que ces prestataires de services indispensables soient en nombre suffisant et rémunérés de manière adéquate.

Aujourd'hui, dans les trois pays, entre 95 et 100 % des travailleurs dans la lutte contre Ebola enregistrés, soit environ 38 000 agents, sont rattachés à des mécanismes de paiement et, dans la plupart des cycles de paiement, plus de 90 % d'entre eux sont payés dans les délais.

En Sierra Leone, 100 % des travailleurs sont payés par voie électronique, 40 % sur des comptes bancaires et 60 % sur des comptes mobiles.

Païement numérique en situation de crise : une nouvelle discipline

Il est toujours difficile de déployer des technologies en période de crise et de conflit. Toutefois, des efforts ont été entrepris pour recourir aux technologies dans le cadre des activités de relèvement rapide, par exemple après le tremblement de terre en Haïti en 2010 ou immédiatement après les inondations survenues au Pakistan en 2011.

Étant donné la nature des urgences, la priorité est de faire parvenir l'argent et les ressources aux personnes qui en ont besoin par tous les moyens possibles. Or, le secteur des interventions humanitaires s'est focalisé sur les versements d'allocations principalement en espèces. Lors des phases de crise et de conflits ultérieures, la communauté de développement du secteur financier a, de plus en plus, réussi à dématérialiser ces paiements et transferts en s'inspirant des réussites passées dans le cadre de programmes plus larges sur les dispositifs de protection sociale. La baisse des coûts des technologies, l'amélioration des connaissances liées à leur

application et la pression des donateurs pour optimiser l'impact des paiements et transferts au profit des parties prenantes destinataires constituent une réelle opportunité : celle d'associer l'industrie des transferts d'argent humanitaire et le secteur financier de l'industrie du développement afin de dématérialiser les paiements et transferts dès les premières phases des crises et des conflits, et d'élargir la dématérialisation de manière systématique plutôt que ponctuelle.

L'expérience de l'UNCDF lors de la crise Ebola a démontré qu'il est possible de réaliser des paiements et transferts financièrement inclusifs, même dans les circonstances les plus difficiles. Par la suite, la communauté internationale s'attachera à déterminer comment intensifier l'utilisation des technologies modernes afin de maximiser les

bénéfices à long terme des paiements et transferts pour qu'ils ne se résument pas à répondre à la nécessité immédiate de faire parvenir des fonds aux personnes qui en ont besoin, en renforçant (et non en sacrifiant) l'efficacité du versement de fonds pour la survie de base.

Membre de l'Alliance Better Than Cash, le gouvernement rwandais s'est engagé à passer au paiement numérique et à atteindre un taux d'inclusion financière de 80 % à l'horizon 2017. La **Better Than Cash Alliance** est une alliance de gouvernements, d'entreprises privées et de partenaires du développement qui s'engagent à accélérer la transition entre les paiements en espèces et les paiements électroniques. L'UNCDF assure le secrétariat de l'Alliance Better Than Cash, qui est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la Fondation Ford, la Fondation MasterCard, le réseau Omidyar Network, USAID et Visa Inc.



COOPÉRATION SUD-SUD

Depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000, de nombreux pays en développement ont connu une croissance économique considérablement plus rapide que celle des pays développés. Le développement des pays du Sud est incontestablement un moteur essentiel des progrès constatés vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La pauvreté dans le monde a énormément diminué et plusieurs autres cibles des OMD ont été atteintes avant l'échéance de 2015, y compris l'accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité, l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire et la participation politique des femmes. D'autres devraient bientôt l'être, par exemple les cibles relatives à la lutte contre le paludisme et la tuberculose.

En dépit de ces réalisations, de fortes disparités demeurent et, souvent, le fossé se creuse d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, entre les hommes et les femmes et entre les zones urbaines et zones rurales. Par conséquent, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser l'ensemble des OMD.

Dans ce contexte, le développement des pays du Sud et le dynamisme de la coopération Sud-Sud sont une excellente nouvelle et constituent des facteurs potentiellement déterminants pour la mise en œuvre du programme pour l'après-2015. Les tendances observées sont extrêmement encourageantes : la coopération Sud-Sud continue de croître rapidement, ayant plus que doublé entre 2006 et 2011. Malgré des lacunes quant aux données concernant les flux Sud-Sud à des conditions favorables, on estime que ces derniers représentaient entre 16,1 et 19 millions de dollars en 2011, soit plus de 10 % des flux financiers publics mondiaux. Les flux Sud-Sud non préférentiels, tels que les investissements directs étrangers et prêts bancaires, ont également considérablement augmenté ces dernières années.

L'aide financière n'est qu'une des composantes de la coopération Sud-Sud. La valeur de la coopération Sud-Sud et de l'assistance est colossale si l'on observe la « corrélation » entre assistance financière et commerce, investissement et coopération technique (souvent liée au commerce).

En tant qu'organisme des Nations Unies détenant un mandat financier, l'UNCDF assume une responsabilité particulière, à savoir appliquer et renforcer les mécanismes financiers qui impulsent un financement plus important et plus efficace pour soutenir la coopération Sud-Sud et triangulaire.

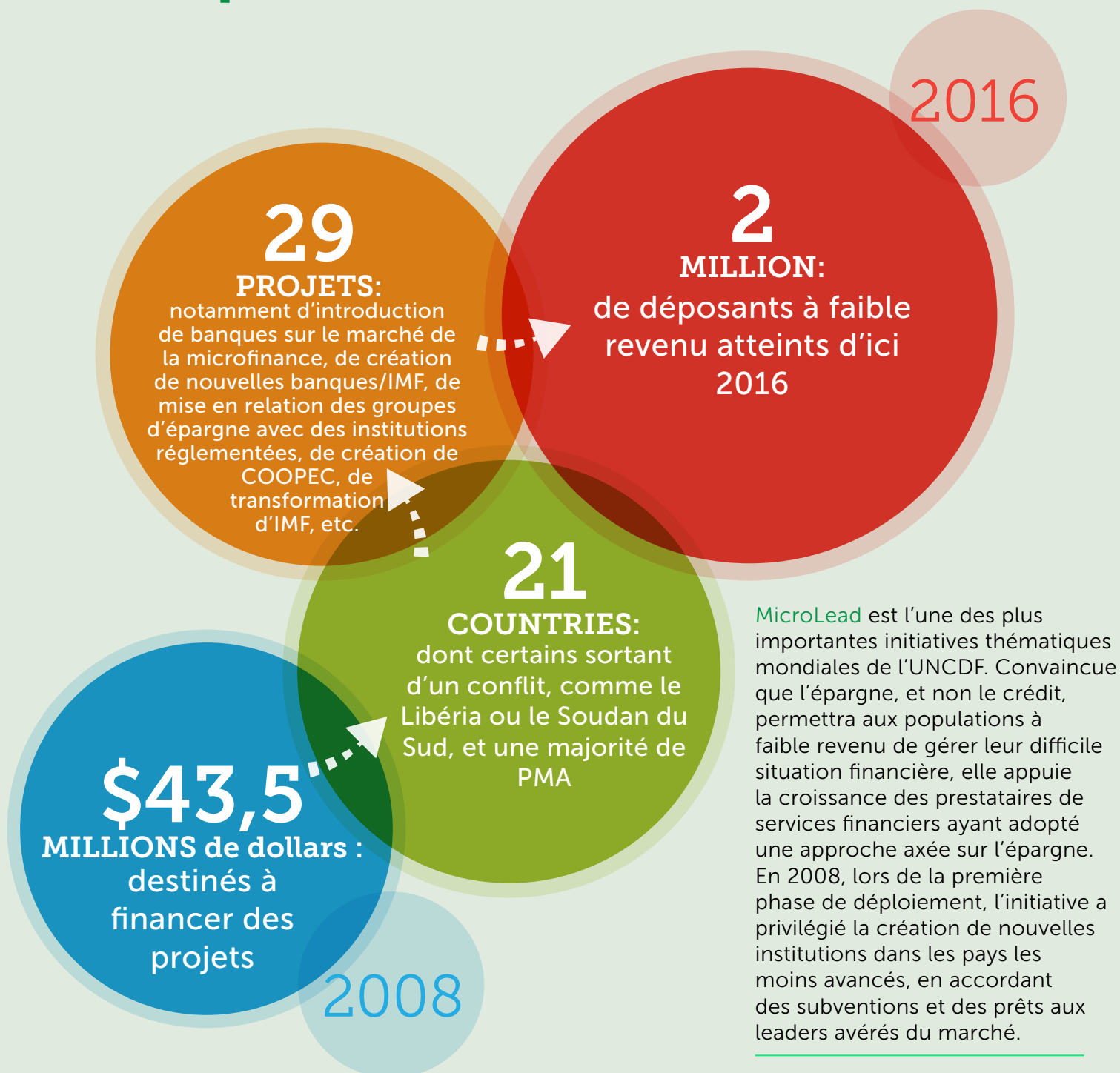
Il est par conséquent nécessaire de faire appel à l'APD là où les besoins sont les plus importants, y compris dans les PMA, de veiller à ce que les ressources financières publiques permettent de catalyser le financement privé, d'établir un partenariat public/privé novateur et de favoriser la mobilisation de ressources nationales.

MicroLead, le programme phare de l'UNCDF, est reconnu comme une approche innovante pour le développement de secteurs financiers inclusifs dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Ce programme aide les leaders du marché de la microfinance des pays du Sud à pénétrer les marchés des PMA, en mettant l'accent sur la mobilisation de l'épargne des populations à faible revenu. Les leaders du marché des pays du Sud sélectionnés via un processus concurrentiel (notamment Equity Bank au Kenya, Basix en Inde, BRAC au Bangladesh, CARD aux Philippines) ont investi 100 millions de dollars de fonds propres pour financer leur expansion dans les PMA. Les plans de développement combinés de ces nouveaux établissements ont montré qu'après cinq ans de fonctionnement, leurs encours de prêts et soldes d'épargne atteindraient environ 645 millions de dollars.

Le renforcement de la coopération entre les villes, villages et collectivités locales est un autre aspect de la coopération Sud-Sud qui se distingue par de grandes innovations. L'UNCDF fait partie du réseau des collectivités locales dans le monde qui étudie différents moyens pour promouvoir le développement économique local et répondre à des enjeux communs, tels que l'adaptation aux changements climatiques et la fourniture d'infrastructures et de logements dans les zones urbaines en plein essor. Des réseaux comme le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI) et les Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) unissent des villes et villages de l'ensemble des pays avancés et émergents pour lutter contre ces problèmes et mettre au point des moyens concrets pour concevoir des mécanismes financiers innovants qui favorisent le développement local.

Dans le domaine du changement climatique, l'UNCDF a poussé le raisonnement un peu plus loin et a mis en place l'initiative **Local Climate Adaptive Living Facility (LoCAL)**, qui a pour objectif d'aider les collectivités locales des PMA à obtenir un financement public et privé pour renforcer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit d'un exemple concret de collaboration Sud-Sud, car ce mécanisme est géré par les PMA eux-mêmes et comporte un programme d'action pour le partage des connaissances. Grâce à ce cadre de travail, des pays comme le Bhoutan et le Cambodge ont mobilisé des ressources pour le financement de la lutte contre le changement climatique au profit de leurs collectivités locales d'un montant 50 fois supérieur au capital d'amorçage initialement investi par l'UNCDF (qui était de 1 million de dollars).

L'épargne comme tremplin vers l'autonomisation économique des femmes

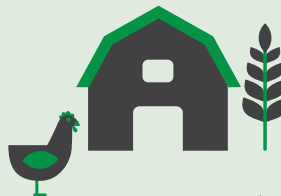




ÉPARGNE



FEMMES



ZONES RURALES



TECHNOLOGIES

La seconde phase, qui a démarré en 2011, vise au renforcement, par des prestataires de services techniques, des capacités des prestataires de services financiers, qui devraient connaître une forte croissance grâce aux services de dépôt ciblant les populations à faible revenu. Ces services, fournis par la voie de nouveaux circuits de distribution, porteront plus spécifiquement sur les zones rurales, les femmes et l'éducation financière.

Le programme MicroLead a été créé en 2009 alors que l'UNCDF, en partenariat avec la Fondation Bill & Melinda Gates, lançait un programme mondial phare sur le financement inclusif de 27 millions de dollars destiné à accorder des prêts et des subventions compétitifs aux organismes de microfinancement, aux banques commerciales et aux coopératives financières implantées dans les pays en développement et adoptant une approche axée sur l'épargne pour étendre leurs opérations à des marchés mal desservis. À la fin du programme en 2014, plus d'un million de nouveaux déposants actifs en avaient bénéficié dans l'ensemble des PMA d'Afrique et d'Asie.

Élargi en septembre 2011 grâce à une contribution de la Fondation MasterCard, l'UNCDF a lancé l'expansion de MicroLead en Afrique subsaharienne à l'aide d'un programme sur six ans dont le montant s'élevait à 23,5 millions de dollars. L'objectif était d'améliorer l'accès aux services de dépôt pour au moins 450 000 personnes à faible revenu des marchés ruraux, et d'accroître la souscription à ces services et leur utilisation en s'appuyant sur des circuits de diffusion alternatifs et l'éducation financière.

Un an plus tard, le Myanmar bénéficiait également du programme MicroLead avec une subvention de 7 millions de dollars sur 4,5 ans octroyée par LIFT Myanmar, un fonds d'affectation multidonateurs. Le programme du Myanmar a financé trois leaders asiatiques de la microfinance afin de les aider à pénétrer ce marché. Comme pour les deux autres phases, MicroLead au Myanmar met l'accent sur les services de dépôt pour les populations rurales à faible revenu.

Le soutien apporté par MicroLead à la NBS Bank au Malawi pour renforcer sa présence dans les zones rurales grâce à des circuits de diffusion alternatifs axés sur les femmes est un exemple de la phase d'expansion du programme en Afrique subsaharienne.

À partir des conclusions des recherches menées par les prestataires de services techniques de Women's World Banking avec NBS Bank, l'équipe du projet a mis sur pied le compte d'épargne Pafupi conçu pour les personnes à faible revenu des zones rurales, en particulier les femmes n'ayant jamais eu un compte bancaire.

En octobre 2014, NBS a lancé son projet pilote pour le produit d'épargne Pafupi via son propre réseau d'agents Pafupi.

Ces comptes d'épargne ne comportent aucun frais mensuel et permettent aux femmes de recourir à des services bancaires de proximité, réduisant ainsi les frais de transport et par conséquent le coût de l'accès aux services financiers formels. Pafupi permet d'effectuer des opérations directement dans des magasins locaux qui font office d'agents bancaires. Les agents et clients des banques réalisent les opérations à l'aide d'un téléphone portable.

À la fin de l'année 2014, le projet pilote Pafupi de NBS comptait 63 agents actifs proposant un accès à ses services bancaires et 1 530 comptes sans agence Pafupi avaient été ouverts. Les résultats préliminaires du projet pilote ont confirmé les premières conclusions des partenaires et serviront de base au déploiement du produit Pafupi prévu dans l'ensemble de l'institution en 2015. Grâce au projet MicroLead, NBS espère doubler le nombre de ses clients d'ici 2016.

ÉVALUATION DE NOTRE TRAVAIL

Le portefeuille de l'UNCDF repose sur le concept de l'apprentissage, ce qui lui permet de rester innovant et cohérent. C'est pourquoi l'organisation a réaffirmé son engagement à l'égard de l'évaluation : les enseignements étayent l'évolution de nos méthodes et modèles, et nous permettent de rendre compte de manière rigoureuse des ressources publiques qui nous sont confiées.

Jusqu'à présent, l'UNCDF a effectué 24 évaluations externes depuis 2010. En 2014, l'UNCDF a réalisé une évaluation finale liée au Projet d'appui à la décentralisation, à la déconcentration et au développement économique local au Bénin, et en a débuté trois autres : une évaluation de la première phase du programme YouthStart, qui soutient le développement de services financiers destinés aux jeunes dans huit pays africains ; une évaluation à mi-parcours de la phase d'expansion du programme MicroLead, qui soutient la croissance de modèles axés sur l'épargne à travers l'Afrique subsaharienne ; et une évaluation thématique des performances du mécanisme du Fonds de développement local de l'UNCDF dans les PMA d'Asie et d'Afrique depuis 2005.

Les conclusions bénéficient également à la communauté de développement au sens large. Ainsi, le gouvernement belge s'est servi des résultats de l'évaluation menée au Bénin pour déterminer la meilleure façon de soutenir la sécurité alimentaire en Afrique dans les années à venir, et l'UNCDF s'appuie sur ces mêmes résultats pour élaborer un nouveau programme mondial sur la sécurité alimentaire prévu pour 2015.

La session d'apprentissage organisée à l'intention des bénéficiaires et partenaires de deux programmes de l'UNCDF, MicroLead et Mobile Money for the Poor, visait principalement à comprendre le « parcours de l'utilisateur ». En rencontrant les agents et les clients et en discutant avec eux, les participants, en grande partie des prestataires de services financiers numériques, ont pu trouver des moyens d'améliorer leurs services dans les zones rurales en adoptant une approche axée sur le client.



L'UNCDF : ce qu'on en dit

« Il s'agit de l'un des meilleurs exemples d'innovation et de créativité du système des Nations Unies »

Mission des États-Unis auprès des Nations Unies

Première session ordinaire du Conseil d'administration de 2015

« Organisation de petite taille visant principalement la collaboration avec le secteur privé, l'UNCDF est particulièrement compétent dans les domaines de l'élaboration des politiques et du partage de ces connaissances avec la communauté du développement au sens large. »

Évaluation multilatérale australienne de 2012

« L'action de l'UNCDF s'inscrit directement dans la démarche d'appropriation nationale. Le projet mené dans les Îles Salomon, par exemple, illustre les principes des déclarations de Paris et Accra. »

Évaluations axées sur les résultats par la Commission européenne du projet de décentralisation 2010-2012

« S'il y a bien quelque chose qui fonctionne, c'est l'UNCDF. Votre organisation est très importante pour nous. »

Mission permanente de la République du Bénin auprès des Nations Unies

Première session ordinaire du Conseil d'administration de 2015

« La souplesse du dispositif de subvention propre à l'UNCDF lui permet de soutenir la création de secteurs financiers inclusifs. »

Indice SmartAid de la microfinance, 2013

L'UNCDF a obtenu la 2e place sur 19 organismes



PARTENAIRES ET RESSOURCES

Le rôle de catalyseur et d'incubateur de l'UNCDF signifie que l'organisation doit continuellement s'appuyer sur un réseau de partenaires solide et de plus en plus vaste. Les partenariats soutiennent les laboratoires d'innovation qui rassemblent un éventail de partenaires afin de trouver des solutions rentables et évolutives à certains des plus grands enjeux auxquels sont confrontés les pays en développement. Les partenariats permettent à l'UNCDF d'atteindre les personnes qui sont le plus dans le besoin, et ce de manière plus rapide et plus efficace.

Deux exemples édifiants de la force du partenariat

1 L'accès aux services de téléphonie mobile peut réellement changer la donne pour les populations pauvres, en particulier pour les 2 milliards d'adultes qui n'ont pas accès à des services financiers. Le programme **Mobile Money for the Poor (MM4P)** appuie les services financiers mobiles et sans agence dans certains PMA afin de démontrer comment le bon dosage de soutien financier, technique et stratégique peut contribuer à établir un réseau solide de services financiers mobiles et sans agence.

Le programme a été conçu de manière à se concentrer spécifiquement sur des

pays très pauvres où l'intérêt commercial pour des services bancaires sans agence et services financiers mobiles est marginal, mais où les besoins de la population sont immenses.

En mars 2014, la Fondation Bill & Melinda Gates s'est associée au programme MM4P de l'UNCDF afin d'aider les banques, les opérateurs de réseaux mobiles, les régulateurs et les utilisateurs de ces services à atteindre des millions de nouveaux clients non bancarisés. En octobre, la Fondation MasterCard a également rejoint le programme afin de l'étendre à trois nouveaux PMA (Bénin, Sénégal et Zambie), portant ainsi à huit le nombre total de PMA dans lesquels le

MM4P est mis en œuvre.

Le MM4P sera désormais en mesure d'accroître les circuits de diffusion permettant l'utilisation du téléphone portable pour les services financiers et ainsi servir 17,75 millions de clients actifs de services financiers, soit une augmentation nette de 11,58 millions d'utilisateurs dans huit PMA. Ces objectifs visent à obtenir un niveau d'adhésion suffisant pour que le marché soit suffisamment dynamique dans le but d'atteindre, à terme, la majorité de la population adulte.

2 En 2014, en étroite collaboration avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'UNCDF a également lancé l'initiative **Leveraging Domestic Finance for Inclusive Growth and Resilience in LDCs** qui mettra l'accent sur l'identification, la sélection et l'élaboration d'une liste de

projets qui tiennent compte des spécificités et d'infrastructures publiques dans lesquelles investir.

Ce nouveau partenariat financera un ensemble de projets publics et privés dans lesquels investir qui seront suivis et évalués en fonction de leur impact sur les indicateurs du développement local. Le financement initial sera destiné à la

sécurité alimentaire, à l'énergie propre et à l'adaptation aux changements climatiques. La sensibilisation à la question de l'égalité entre les hommes et les femmes est intégrée dans le financement et sera mise en pratique par le biais des programmes IFL, CleanStart et LoCAL de l'UNCDF.

En 2014, l'UNCDF a élargi ses partenariats au sein des Nations Unies, des organisations caritatives et du secteur privé en vue d'élaborer des modèles de financement viables pour le développement économique local.

La base de partenaires de développement de l'UNCDF comptait 44 partenaires en 2014 contre 36 en 2013.

En 2014, principalement en raison de l'augmentation des contributions complémentaires, le **total des revenus de l'UNCDF a atteint 88,3 millions de dollars, contre 65,4 millions en 2013**. En 2014, parmi les contributions à l'UNCDF, 21,1 millions de dollars provenaient d'institutions et d'entreprises du secteur privé, soit 23,8 % du total des ressources.

En 2014, les **principaux donateurs généraux de l'UNCDF** ont été la Suède, le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs de l'ONU, la Fondation MasterCard, la Commission européenne, la Belgique, la Belgique, la Fondation Bill & Melinda Gates, la Suisse,

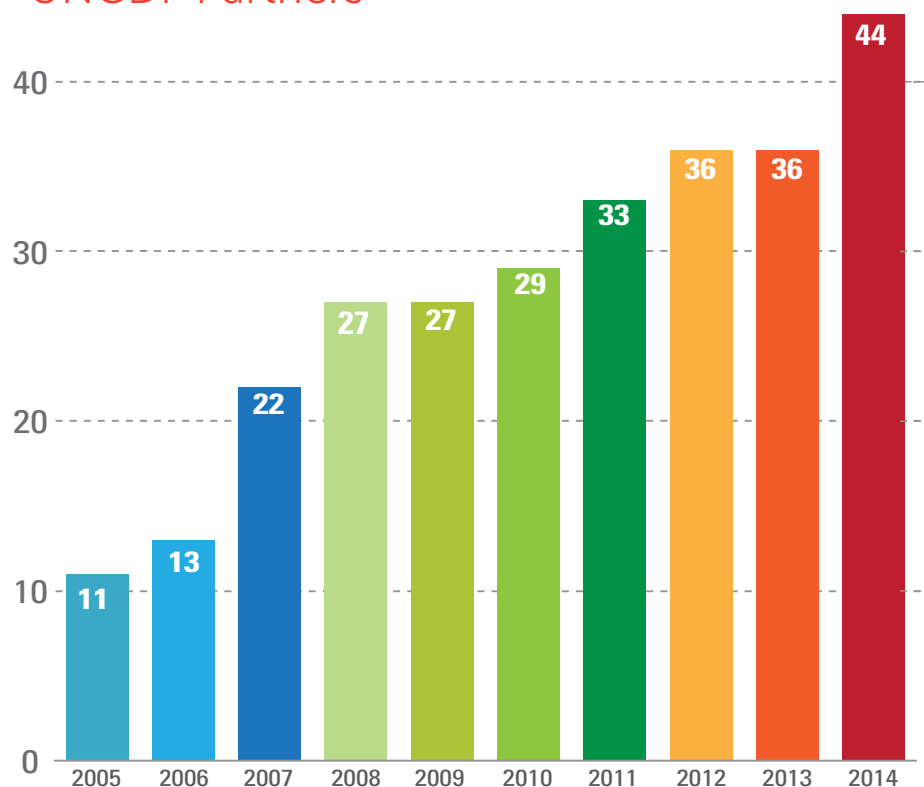
le Danemark, l'Australie et le Luxembourg. Cette même année, les **principaux donateurs de base de l'UNCDF** étaient la Suède, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg et les États-Unis.

Les **contributions aux autres ressources autres ont atteint un niveau record de 73,3 millions de dollars en 2014** (dont 26 % provenaient de huit grandes institutions et entreprises du secteur privé), soit **une**

augmentation de 51 % par rapport à 2013.

Les **contributions aux ressources régulières** ont atteint 14,9 millions de dollars en 2014, soit **une baisse de 1,4 million** par rapport à 2013, mais encore bien en deçà de l'objectif de 25 millions de dollars nécessaires pour soutenir les activités de l'UNCDF dans les 40 PMA.

UNCDF Partners



Contributions aux Ressources et Autres en 2014

en dollars des États-Unis

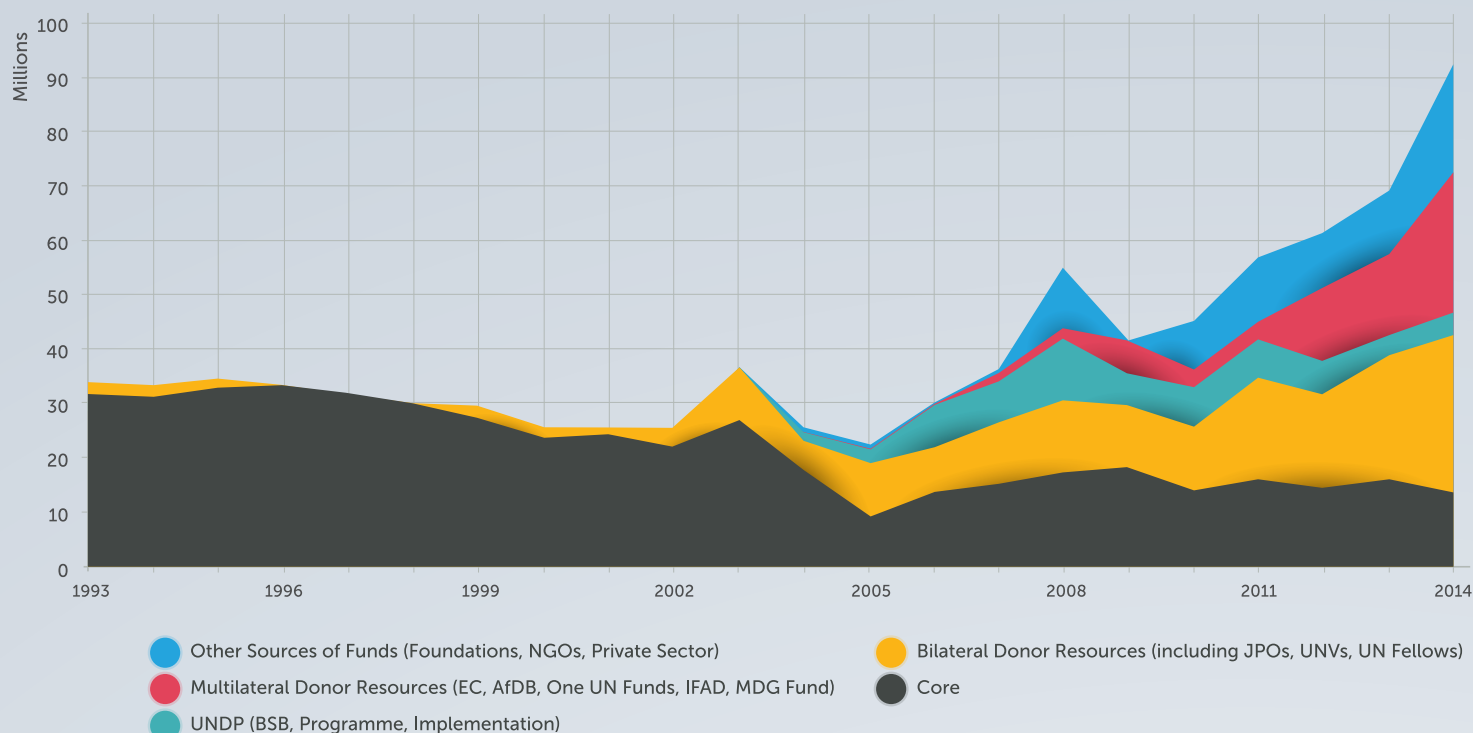
#	Pays/Institution	Reguliers	Autes*	Total
1	Suède	3,538,682	15,462,204	19,000,886
2	Multi-Partner Trust Fund		14,105,295	14,105,295
3	Fondation MasterCard		11,977,879	11,977,879
4	Union européenne		10,880,481	10,880,481
5	Belgique	2,721,088	3,021,846	5,742,935
6	Fondation Bill & Melinda Gates		4,561,000	4,561,000
7	Suisse	3,340,757		3,340,757
8	Luxembourg	1,632,653	1,571,906	3,204,559
9	Danemark		2,924,529	2,924,529
10	Australie		2,859,371	2,859,371
11	États-Unis	900,000	1,250,000	2,150,000
12	DfID		1,019,264	1,019,264
13	Omidyar		1,000,000	1,000,000
14	Norvège	834,168		834,168
15	VISA		800,000	800,000
16	FIDA		529,650	529,650
17	Fondation CITI		500,000	500,000
18	Master Card Worldwide		500,000	500,000
19	Italie	249,066	209,308	458,374
20	Autriche	408,163		408,163
21	PNUD		400,000	400,000
22	Kuwait		383,913	383,913
23	Fondation MetLife		250,000	250,000
24	FMO		200,000	200,000
25	Liechtenstein		110,914	110,914
26	Fondation Ford		60,598	60,598
27	Chine	30,000		30,000
28	Pays Bas		27,000	27,000
29	Myanmar	9,780		9,780
30	Bhoutan	8,035		8,035
31	Thaïlande	5,000		5,000
32	Vietnam	1,000		1,000
33	Autres	(2,500)	(1,346)	(3,846)
TOTAL		13,675,893	74,603,812	88,279,705

* Autres ressources comprennent Boursiers de l'ONU, JPO et VNU entièrement financés par les pays donateurs .

Diversification des ressources :

Contributions à l'UNCDF 1993-2014

en dollars des États-Unis



Pourquoi est-ce important d'apporter des contributions de base à l'UNCDF ?

Les contributions de base permettent à l'UNCDF d'innover et de prouver la validité de son concept. Elles lui permettent de déployer une expertise de fond dans un pays pour une période de 12 à 18 mois dans le but d'élaborer des programmes pertinents, de s'intégrer aux équipes de pays du PNUD et des Nations Unies, d'établir et de maintenir des partenariats publics et privés essentiels, et de mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre le programme.

L'UNCDF a fait ses preuves en obtenant en moyenne un ratio de levier de 1:4:10 pour les ressources de base et complémentaires ainsi que les autres ressources d'investissement.

Grâce aux contributions de base, l'UNCDF peut également assurer sa présence dans le bureau de pays du PNUD pendant toute la durée du programme, un modèle dont la valeur a été démontrée au cours de décennies d'intensification et de collaboration réussies visant à conjuguer modèles de financement, gouvernance et changement politique.

Crédits photo

Page de couverture: © UNCDF/ Narendra Shrestha

Page 3: © UNCDF

Page 4: © UNCDF/ Cedric Jancloes

Page 9: © UNCDF/ Paul Luchtenburg

Page 13: © UNCDF/ Cedric Jancloes

Page 16: © UN Photo/Josephine Prasad

Page 21: © UNCDF/Mathieu Soglonou

Page 22: © Isaac Oboth

Page 24: © UNCDF

Page 26 : © UNCDF/ Narendra Shrestha

Page 30: © UNCDF/ Tidhar Wald

Page 34: © UNCDF

Page 41: © UN Photo/Josephine Prasad

**Publié par l'Unité des Partenariats UN Capital
Development Fund (UNCDF)**

New York, Etats-Unis d'Amérique

Les appellations employées et la présentation des données sur la carte n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

© 2015 UN Capital Development Fund





« Donner aux femmes les moyens de participer à l'économie est une stratégie économique judicieuse. » C'est pourquoi le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), en coopération avec le PNUD, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le gouvernement néo-zélandais et l'Union européenne, souhaite faciliter l'accès de 500 000 femmes à travers le Pacifique à des services financiers adaptés et abordables d'ici 2019. Au total, ce programme a pour ambition d'intégrer un million d'habitants des îles du Pacifique au secteur financier formel à l'horizon 2019, par la mise en place d'initiatives d'éducation financière au niveau national et la conduite d'initiatives politiques importantes.



UN Capital Development Fund

Two United Nations Plaza
New York, NY 10017

info@uncdf.org | www.uncdf.org

Tel: +1 212 906 6565 | Fax +1 212 906 6479



www.facebook.com/uncdf

www.facebook.com/uncdf

Faciliter l'accès aux capitaux publics et privés pour les populations démunies